

Lettre 54 – Avril 2023



Vous pourrez trouver les lettres aux migrants bimensuelles sur le site : <http://franciscains-occitanie.fr/cercle-de-silence/> (Voir la coordination des cercles de silence) Merci à ceux qui gèrent ce site.

Cette année 2023 va marquer pour de nombreux cercle de silence le **15^{ème} anniversaire**. Je ne suis pas certain qu'il y ait nombre de manifestations qui durent aussi longtemps ! Beaucoup s'essouffent avant. Mais la durée, voire la fidélité sont-elles des valeurs qui ont encore cours ?

DATE à RETENIR WEBINAIRE 19 AVRIL 2023 : Politique migratoire européenne : Analyse des réformes en cours et de leurs impacts tout au long des parcours d'exil (FR/EN) (voir ci-dessous : France)

Inscription obligatoire : https://us06web.zoom.us/webinar/register/WN_GhWnWm7cTq2G9YfUKyPxpq

Michel Girard

CERCLES DE SILENCE	3
Cornebarrieu.....	3
Toulouse.....	3
CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	4
Sète.....	4
France.....	4
Politique migratoire européenne : Analyse des réformes en cours et de leurs impacts tout au long des parcours d'exil (FR/EN)	4
L'école et les enfants sans-abri.....	5
La prise en charge à Toulon, des migrants refusés par l'Italie	6
Décryptages du projet de loi asile et immigration	7
Statistiques sur les migrants – INSEE	7
Besançon	8
Dordogne.....	8
Guadeloupe	8
Mardyck	9
Marseille.....	9
Montgenèvre	10
Paris.....	10

Des propriétaires privés, sensibles à leur situation, mettent temporairement leurs locaux vacants à la disposition d'associations d'aide aux migrants	12
Des mineurs isolés occupent une école.....	13
Plaisir	14
La Réunion.....	14
Rézé (Loire-Atlantique)	14
Saint-Lô.....	14
MANCHE	15
Boulogne-sur-Mer	15
Marck	15
Pas-de-Calais.....	15
MÉDITERRANÉE.....	16
Algérie-Sardaigne	16
Nadir.....	16
l'Océan VIKING (SOS MEDITERRANEE).....	16
Malte et la Grèce	17
Le Géo Barents.....	17
Le Louise Michel	17
UNION EUROPÉENNE	18
Commission européenne - rapport de la mission d'enquête des Nations Unies.....	18
Accord UE – Libye	18
Retard pour l'accès des enfants à l'éducation	19
Allemagne	20
Un syrien de 29 ans, a été élu maire d'une petite commune allemande	21
Autriche.....	21
Balkans.....	21
Bulgarie	22
Chypre.....	23
Croatie – Slovénie - Italie	23
Croatie	23
Espagne	24
Grèce	24
Irlande.....	25
Italie	26
Lampedusa	26
Vatican	29
EUROPE.....	30
Royaume-Uni.....	30

Suisse	32
ONU - ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRANTS.....	33
Esclavage sexuels en Libye.....	33
OIM - retour en Guinée après la Libye	33
AFRIQUE	34
Alarme Phone Sahara.....	34
Algérie.....	34
Côte d’Ivoire	35
Guinée.....	35
Kenya.....	35
Libye	35
Maroc	36
République démocratique du Congo.....	36
Sénégal.....	37
Tunisie	37
AMERIQUE.....	42
Canada.....	42
USA – Canada.....	42
USA - Mexique	43
Mexique	44
Temoignage	45
une soirée d’errance	45

CERCLES DE SILENCE

CORNEBARRIEU

Les entrées sont toujours plus nombreuses, 350 depuis le début de l’année, alors qu’il n’y a eu que 30 reconduites effectives. L’administration a augmenté la capacité du CRA à 110 places, pour retenir plus de personnes qui, en fin de compte, **sont libérées après 60 jours, n’ayant pu être expulsées**. Ainsi sont retenus des pères et aussi des mères avec des enfants à l’extérieur, qui parfois seront expulsés sans tenir compte des **enfants laissés** ici. Arrivent aussi au CRA des personnes transférées de n’importe où en France, et qui peuvent être libérées par le tribunal, et remises “à la rue” sans aucune aide pour revenir d’où elles ont été arrêtées. Donc toujours beaucoup de souffrance !

TOULOUSE

Un témoignage illustre les violences médicales et psychologiques ainsi que le déni de soin que subissent quotidiennement les personnes enfermées dans les centres de rétention. Il y a plusieurs témoignages de refus de soin et de maintien d’une personne enceinte en rétention à Toulouse. Il y a de nombreux témoignages de détresses psychologiques, d’usage de psychotropes distribués par le médecin du centre pour assommer les personnes ou d’absence de soins dans des cas de blessures graves. Les tentatives de suicide sont nombreuses. Une retenue mentionne aussi son

interdiction de territoire français à vie et son enfermement en CRA alors qu'elle n'est pas expulsable. Cela répond à la même logique selon laquelle les Algériennes continuent d'être enfermées en ce moment alors que l'Algérie ne délivre explicitement aucun laissez-passer. Le CRA n'est pas qu'un rouage de la logique de déportation des étrangères, mais c'est aussi un outil de répression envers celles qui ne peuvent pas être expulsées. Il s'agit de les obliger à s'invisibiliser, à se soumettre aux conditions de travail les plus pénibles, voire à partir sans faire de bruit lorsque les patrons refusent de payer les personnes embauchées au black. Mais partout les prisonniers se mutinent et résistent : évasions, grèves de la faim, résistance collective à Toulouse.

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

SETE

Six personnes ont réussi à s'enfuir du centre de rétention administrative de Sète. Huit personnes tentent de s'évader aux alentours de 4h15 du matin, dans la nuit du samedi 1er au dimanche 2 avril 2023. Ils sortent de leur chambre et parviennent à ouvrir une porte du 1er étage qui donne sur une cour de promenade. Le verrouillage électronique de la porte sécurisée est défaillant depuis des mois. Les retenus prennent ensuite un escalier et sautent sur des filets pour atteindre le mur d'enceinte de trois mètres de haut. Six d'entre eux réussissent à sortir du CRA tandis que deux autres sont arrêtés dans leur course par les gardiens. Ces personnes, toutes originaires d'Afrique du Nord, ont été placées dans le centre après un séjour en prison, en attendant leur expulsion vers leur pays d'origine. Quelques heures après leur fuite, l'un des six hommes a été interpellé dans la commune d'Agde. Les cinq autres sont activement recherchés par la police aux frontières. Ils ont été inscrits au fichier des personnes recherchées et leurs signalements ont été transmis à la brigade de recherche et d'intervention (BRI). Ce week-end, le CRA de Sète hébergeait 22 étrangers. Cinq surveillants étaient présents dans la nuit de samedi à dimanche. Le syndicat Unité SGP Police FO a dénoncé lundi le manque de moyens et des locaux peu adaptés. La porte défaillante avait été signalée à plus reprises ces derniers mois, en vain. La préfecture de l'Hérault a indiqué qu'une procédure de réparation avait été déclenchée. "*C'est une nouvelle mise en lumière du manque d'effectifs dans ce centre de rétention administrative, couplé à des locaux inadaptés*", a déclaré la déléguée départementale du syndicat de police. Les conditions de vie dans ces structures ont été maintes fois dénoncées par les associations de défense des droits des migrants. Ces dernières comparent les locaux à des prisons. Les barbelés, les verrous aux portes, la surveillance policière rappellent l'univers carcéral. Des tentatives de suicide, des grèves de la faim y sont régulièrement recensées. En France, les étrangers peuvent être enfermés en CRA pendant 90 jours, dans l'attente de leur expulsion.

FRANCE

POLITIQUE MIGRATOIRE EUROPEENNE : ANALYSE DES REFORMES EN COURS ET DE LEURS IMPACTS TOUT AU LONG DES PARCOURS D'EXIL (FR/EN)

Webinaire 19 avril 2023

Inscription obligatoire :

https://us06web.zoom.us/webinar/register/WN_GhWnWm7cTq2G9YfUKyPxpq

Partie 1 : Les réformes européennes en cours sur les migrations et l'asile : état des lieux et principaux enjeux

- 9h30 : Introduction (**Yasha Maccanico**, Statewatch et co-président de Migreurop – EN)
- 9h45 : Le pacte européen sur la migration et l'asile : où en sommes-nous ? (**Steve Peers**, Professor of EU Law & Human Rights Law, Uni of Essex – EN)
- 10h00 : La réforme du Code Frontières Schengen (**Sylvie Guillaume**, eurodéputée S&D rapporteure de la réforme de CFS – FR et **Anne-Sophie Pelletier**, eurodéputée GUE/NGL, shadow rapporteur de la réforme du CFS – FR)
- 10h20 : Zoom sur le concept d' « instrumentalisation » des migrations (*à confirmer*)
- 10h30 : Échanges et questions/réponses en plénière

11h00 PAUSE (15 minutes)

Partie 2 : Les réformes européennes en cours sur les migrations et l'asile : Quelles manifestations concrètes et quels impacts sur les parcours d'exil ?

Entraver les mobilités pour empêcher l'accès au territoire UE

- 11h15 : La mise en œuvre de l'art. 25bis du Code Visa Schengen (**Yasha Maccanico**, **Statewatch** – EN)
- 11h30 : Le cas du Maroc (**Camille Denis**, **GADEM** – FR)
- 11h40 : Le cas de la Tunisie (**FTDES** – FR)

Refouler de l'autre côté de la frontière

- 11h50 : Aux frontières internes Schengen : Le cas de la France (**Laure Palun**, **Anafé** – FR)
- 12h00 : Aux frontières externes : le cas de l'Égypte (**Muhammad Al-Kashef**, avocat et chercheur en migrations – EN)
- 12h10 : Aux frontières externes : le cas du Niger (**Alarmphone Sahara** – FR)

Enfermer et trier aux frontières

- 12h20 : Détention informelle : Cage à la frontière bulgare, Ferries à la frontière italienne (**Sara Creta** réalisatrice et membre de **Lighthouse Report** – EN)
- 12h30 : L'île de Samos – Grèce (**Human Rights Legal Project Samos** – EN)
- 12h40 – Échanges et questions/réponses en plénière

13h00 FIN DU WEBINAIRE

L'ECOLE ET LES ENFANTS SANS-ABRI

En France, la **scolarisation des enfants est obligatoire quelque que soit leur situation administrative et celle de leurs parents**. "*Nous avons l'obligation de scolariser ces enfants le plus vite possible après leur arrivée*", rappelle le responsable du Centre académique de scolarisation des nouveaux arrivants et des enfants du voyage. Les familles migrantes ont souvent des adresses de domiciliation (pour recevoir les courriers administratifs principalement) qui ne correspondent pas à leur lieu de vie - leur logement provisoire peut varier selon les hébergements mis à disposition par le 115. Une réflexion est en cours pour "*privilégier des solutions permettant de rapprocher les familles des écoles*". "*On ne peut pas accueillir [dans les écoles parisiennes] toutes les familles en errance d'Ile-de-France*".

Des centaines d'enfants exilés sont ainsi scolarisés chaque année. Quelque 1 658 enfants et adolescents sont sans domicile fixe en France : ce chiffre correspond au nombre d'enfants dont **les familles ont appelé le 115** dans la nuit du 22 au 23 août 2022 sans obtenir de solution d'hébergement. *" Ces données ne sont pas exhaustives car nombreuses sont les familles sans-abri qui ne recourent pas au 115. De plus, elles ne permettent pas de mettre en lumière la situation spécifique des mineurs non accompagnés en situation de rue. Elles sont cependant révélatrices de l'ampleur d'une crise du logement et de l'hébergement qui perdure et dont les enfants sont des victimes collatérales"*, indique l'Unicef.

Mais certains élèves viennent en classe après avoir passé la nuit dehors, faute d'hébergement pour leur famille. Pour ces élèves sans-abri, comment gérer une scolarité dans un tel contexte ? La plupart sont soutenus par les équipes éducatives de leurs établissements qui tentent, au cas par cas, de leur faciliter les choses : appels aux dons ont été lancés par la direction pour collecter des vêtements, des jouets et de la nourriture (voir les rubriques régionales des diverses lettres bimensuelles). Un instituteur a *"arrondi les angles pour qu'elles (deux fillettes) n'aient pas de difficultés supplémentaires"*. *" Avec l'enseignant avec qui je partage ma classe, on ne donne pas de devoir à la maison, juste des choses à relire. On prépare tout pour qu'elles aient des fournitures et des affaires de piscine. On choisit des groupes de travail pour favoriser des amitiés avec des enfants de bonne composition"*. *"Mais on les considère malgré tout comme des élèves parmi d'autres"*. L'école est *"un endroit où elles peuvent vivre leur vie de petites filles"*. Pour ces élèves, la scolarité est alors un parcours semé d'embûches mais aussi un îlot de stabilité. Une pédopsychiatre reçoit régulièrement en consultation des enfants arrivés en France avec leurs parents pour demander l'asile : *"Le fait d'être scolarisé est un facteur protecteur pour les enfants migrants. Ça l'aide à avoir des repères, une structure, à être dans une communauté et à avoir des amis. Il y a parfois des problèmes de langues si les enfants ne sont pas francophones ou d'intégration s'ils ont été déracinés de leur communauté. Mais, en général, la scolarité a toujours un effet positif sur l'enfant migrant"*. Et pour ceux sans logement fixe, l'école représente un élément de stabilité et de continuité, indispensable au développement de l'enfant. Avec la fin de la trêve hivernale, leur nombre pourrait augmenter.

LA PRISE EN CHARGE A TOULON, DES MIGRANTS REFUSES PAR L'ITALIE

Près de cinq mois après le **débarquement à Toulon, des 234 migrants** à bord l'Océan Viking, une mission parlementaire menée par un député Renaissance et une du Rassemblement national, a rendu mercredi 29 mars ses conclusions. Le vendredi 11 novembre 2022, 234 exilés après avoir été secourus au large de la Libye par le navire humanitaire de SOS Méditerranée : l'Océan Viking débarquaient en France, face au refus de l'Italie de les accueillir. C'était *"à titre exceptionnel"* en vertu *"d'un droit d'humanité"*, selon le ministre de l'Intérieur. L'extrême-droite, qui avait dénoncé le "laxisme" des autorités. Pendant deux semaines, les 190 adultes ont été hébergés dans un centre de vacances et les 44 mineurs pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance (ASE). Parmi les majeurs, quatre n'ont pas été admis sur le territoire français, 132 ont été autorisés à demander l'asile en France et 54 autres ont quitté leur hébergement sans déposer de dossier. Les deux députés estiment que les migrants *"ont bénéficié de conditions d'hébergement tout à fait adaptées"*, et que *"les droits des personnes avaient été globalement garantis"*. Mais ils regrettent cependant l'**absence** d'*"espaces permettant l'entrée des associations"*, et les *"difficultés d'accès aux interprètes"*. La mission a pointé du doigt *"le choix d'un lieu d'hébergement isolé géographiquement"*. Les deux députés demandent de mettre en place *"un plan prêt à l'emploi"* afin de *"faire face à une potentielle nouvelle arrivée massive de migrants"*. Ils proposent aussi de *"faciliter les rapatriements"* en supprimant le jour franc. Ce dispositif interdit aux autorités de renvoyer les étrangers à la frontière pendant 24 heures.

DECRYPTAGES DU PROJET DE LOI ASILE ET IMMIGRATION

Un document inter-associatif, très intéressant, : "**Recommandations pour une politique migratoire respectueuse des droits des personnes exilées**", signé de nombreuses associations se trouve sur le site de voxpublic. Souhaitons qu'il soit lu par les députés, sénateurs et surtout les personnes qui dans les cabinets ministériels sont en train de préparer les nouveaux textes annoncés par le président de la république.

https://www.voxpublic.org/IMG/pdf/vf_16_mars_recommandations_pour_une_politique_migratoire_respectueuse.pdf

Une **campagne d'interpellation des sénateurs est organisée** par le CCFD-Terre Solidaire, La Cimade, Centre Primo Levi, Dom'Asile, Emmaüs-France, la Ligue des droits de l'Homme, et l'Union des Etudiants Exilés – sur le site de **Voxpublic pour : "Demandez à vos sénateurs et sénatrices** (au minimum deux par département) **de s'opposer aux dispositions** prévues par ce texte lors des débats en séance publique, puis de voter contre ce projet de loi. Ce vote aura lieu le mardi 4 avril prochain (s'il est maintenu). Il est encore temps d'agir. Grâce à cette plateforme, vous pouvez interpellier votre sénatrice.teur directement par mail et/ou par Twitter. Merci d'agir maintenant et de faire connaître cette action autour de vous." Voici le site web

<https://interpellation.voxpublic.org/actions/action-group-detail/@https%3A/interpellation.voxpublic.org/actiongroups/5/@>

Dans son interview du 21 mars 2023, le président de la République a confirmé que le **projet de loi n'était plus à l'ordre du jour** de la séance publique. Selon nous c'était la seule annonce acceptable dans le contexte actuel. Au cœur d'une crise sociale, politique et démocratique majeure, **notre société a plus que jamais besoin de solidarité, de cohésion, de justice. Et pas de nouvelles mesures discriminatoires à l'encontre des personnes exilées !** Si le texte est pour le moment retiré, nous restons en alerte : les « textes » à venir annoncés par le président de la République en substitution ne doivent en aucun cas reprendre les dispositions répressives envisagées dans le projet de loi initial. En effet, ce texte, sous couvert de vouloir faciliter l'intégration des personnes exilées dans notre pays, présentait en réalité un concentré de mesures discriminatoires, répressives et injustes visant par exemple à durcir le regroupement familial, porter atteinte aux droits du sol, affaiblir les protections des jeunes majeurs, restreindre le droit au séjour des personnes étrangères malades, ou encore démanteler l'aide médicale d'État. Car ensemble, nous devons faire de ce report une opportunité pour reposer les bases du débat public et politique sur les enjeux migratoires, pour qu'il soit enfin envisagé sous l'angle de l'accueil et de l'hospitalité, et non sous celui de la menace et de l'instrumentalisation des peurs. D'autres politiques migratoires sont possibles : en ce sens La Cimade continuera à se mobiliser pour la régularisation de toutes les personnes sans-papiers, un accueil digne et sûr à nos frontières, un droit d'asile véritablement protecteur, la fermeture des lieux de privation de liberté spécifiques aux personnes étrangères ou encore la suppression de la double peine. Nous portons la voix de celles et ceux qui, parce qu'ils et elles ne sont pas nés ici, sont discriminés, persécutés.

STATISTIQUES SUR LES MIGRANTS – INSEE

Le jeudi 31 mars 2023, l'INSEE publie une étude démographique sur plusieurs générations qui offre une photographie inédite depuis une décennie en France. Les personnes « **nées étrangères à l'étranger** » étaient **6,96 millions** à vivre en France en 2021, soit 10,3% de la population. C'est proportionnellement presque deux fois plus qu'en 1968, selon l'étude intitulée « Immigrés et descendants d'immigrés en France ». Il y a cinquante ans, les immigrés arrivaient principalement du sud de l'Europe, ils viennent **désormais en majorité du Maghreb**, d'Afrique subsaharienne ou d'Asie. En 2019, sur les 272 000 immigrés que la France a accueillis, un peu moins de la moitié venait d'Afrique. Autre enseignement de cette étude, cette fois sur les raisons de l'immigration : il y a 15 ans, plus de la moitié des premiers titres de séjour était délivrée pour le regroupement familial qui permet à un immigré de faire venir une partie de ses proches en France. En

2021, c'est **l'immigration étudiante** qui représente pour la première fois le motif principal de venue en France, en devançant de peu le regroupement familial. Conséquence, la part des immigrés diplômés de l'enseignement supérieur est en hausse. Enfin, sur l'aspect géographique : **l'immigration se concentre dans les grandes agglomérations** françaises. Selon l'Insee, **20% de la population parisienne est immigrée**. Une proportion qui atteint 33%, soit un habitant sur trois, en Seine-Saint-Denis. **Un tiers de la population française a un lien avec l'immigration**. 2,5 millions d'immigrés, soit 36,0 % d'entre eux, **sont français**. Ils ont acquis la nationalité française depuis leur arrivée en France. En 2021, **52 % des immigrés sont des femmes**, contre 44 % en 1975 et 45 % en 1946.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3633212>

BESANÇON

Depuis 2016, l'association SolMiRé, aide les migrants et en particulier les jeunes qui se retrouvent à la rue s'ils sont considérés comme majeur. Ces jeunes ont quitté leur pays d'origine, principalement en Afrique sub-saharienne, pour tenter de trouver un avenir meilleur. Tel ce camerounais, âgé aujourd'hui de 17 ans, qui a été un moment à la rue avant d'être aidé par l'association et qui va bientôt passer un CAP d'électricien. Une quinzaine des jeunes, accompagnés depuis deux ans, sont venus à une fête annuelle, le 8 avril 2023 organisée par SolMiRé à Besançon. Bénévoles et jeunes migrants ont passé un moment ensemble. L'occasion d'alerter sur les difficultés rencontrées par ces mineurs. Journée festive au Scénacle de Besançon. Pour manger, jouer, discuter... Une pause joyeuse dans un quotidien difficile d'aide aux migrants. Après les jeux en famille de l'après-midi et un dîner africain, poisson et légumes préparés par les jeunes migrants eux-mêmes, puis place à la danse.

DORDOGNE

On apprend vendredi 7 avril 2023 **que la préfecture de Dordogne a reconnu une « erreur »** après l'expulsion d'une jeune Ivoirienne le 30 mars 2023. Le 10 janvier 2023, après un signalement pour violences, les policiers interviennent à Périgueux chez une Ivoirienne de 22 ans, en France avec sa famille depuis sept ans. Scolarisée dans l'Hexagone, elle est titulaire d'un CAP. Arrivée à l'origine avec un visa « famille de Français », son père ainsi qu'un frère et une sœur étant de nationalité française, ses démarches pour régulariser sa situation sont en cours depuis 2020. Elle est donc sans papiers. La jeune femme est arrêtée. Elle se voit notifier une « obligation de quitter le territoire français » par la préfecture, et est conduite dans le centre de rétention administrative (CRA), près de Toulouse. Elle en sort au bout de quelques jours, la justice estimant ce placement en détention « disproportionné ». Mais l'OQTF reste en vigueur. L'avocate de la jeune femme la conteste alors devant le tribunal administratif de Toulouse ; un recours suspensif en théorie. « *On n'a pas attendu que le tribunal statue et on n'a pas respecté son droit au recours effectif et le caractère suspensif du recours de madame sur cette décision*, explique l'avocate. *Ce qui fait que le tribunal administratif a statué sur son recours, a reconnu l'illégalité alors que madame avait été éloignée du territoire français. C'est gravissime ce qui s'est passé et ça a été d'une violence assez inouïe pour ma cliente.* » La préfecture de va donc **payer le billet d'avion et tous les frais pour le retour de cette jeune Ivoirienne**. La jeune Ivoirienne devrait rentrer dans les prochains jours. Son avocat verra alors avec elle si elle attaque l'État en justice.

<https://www.rfi.fr/fr/france/20230408-la-france-contrainte-de-faire-revenir-une-ivoirienne-apr%C3%A8s-une-expulsion-jug%C3%A9e-ill%C3%A9gale>

GUADELOUPE

Un "*bateau immatriculé*" en Guadeloupe **a chaviré mardi 28 mars 2023** au large des côtes de Saint-Kitts-et-Nevis, des îles situées au nord de l'archipel guadeloupéen. Les circonstances du naufrage sont "*encore mal déterminées*" mais le chavirage a "*occasionné la mort de trois personnes et la disparition de 13 autres*", selon un bilan provisoire, a indiqué le procureur de la République de Point-à-Pitre. Le navire transportait 32 passagers, tous anglophones. L'antenne Martinique du CROSS Antilles-Guyane participe activement depuis mardi aux opérations de recherche conjointement avec page8

les autorités de Saint-Kitts et Nevis pour retrouver d'autres corps. Un navire français est engagé sur zone et mercredi, un avion des garde-côtes néerlandais a effectué un survol de la zone. Il a été relayé dans l'après-midi par un avion des douanes françaises. Les deux paquebots de croisière détournés dans la journée de mardi pour porter secours aux naufragés ont quant à eux quitté le secteur, a précisé la préfecture de Martinique. Afin de faire la lumière sur cette affaire, une enquête a été ouverte mercredi par le parquet pour "*homicides involontaires par manquement délibéré à une obligation de sécurité, blessures involontaires par manquement délibéré à une obligation de sécurité, traite des êtres humains en bande organisée*". Elle a été confiée conjointement à la section de recherches de la gendarmerie de Guadeloupe et à la gendarmerie maritime. L'investigation devrait permettre d'en savoir plus sur l'identité des victimes et leurs nationalités. Pour l'heure, les autorités n'ont pas pu les déterminer avec certitude.

Les arrivées de migrants en Guadeloupe sont rares. L'île française située au milieu de la mer des Caraïbes voit bien débarquer des Haïtiens mais de manière extrêmement limitée. En 2021, une embarcation composée d'une soixantaine de personnes, majoritairement originaire d'Haïti, s'était échouée au large de la Guadeloupe. Le dernier événement de ce type remontait à 2019. En février 2023 les humanitaires dénonçaient les **renvois de migrants, notamment haïtiens**, dans leur pays d'origine. Et ce, malgré les appels des Nations unies à suspendre les renvois vers ce pays en raison d'une aggravation de la crise sociale, politique et sanitaire dans le pays.

La sous-préfecture de Pointe-à-Pitre continue de refuser d'enregistrer des dossiers reçus par courrier, en renvoyant les usagers à une prise de rendez-vous en ligne, alors même que cette démarche reste impossible ou presque. Ces refus d'enregistrement ont des conséquences graves pour les personnes étrangères en Guadeloupe qui se retrouvent dans l'impossibilité d'entamer des démarches de régularisation.

<https://www.lacimade.org/1e-depot-des-demandes-de-titre-de-sejour-toujours-bloque-par-la-sous-prefecture-de-pointe-a-pitre-en-depit-des-decisions-de-justice-2/>

MARDYCK

Samedi 1er avril 2023, aux alentours de 20h, les secours et la police ont été appelés au sujet d'une rixe dans un camp de migrants à Mardyck. Un exilé a été transporté à l'hôpital de Dunkerque après avoir été blessé par arme blanche. La vie de cet homme de 30 ans, originaire d'Irak, n'est pas en danger. Le lendemain, peu avant 15h, au même endroit, une autre personne blessée, cette fois par balle, a été, elle aussi, transférée à l'hôpital de Dunkerque. Il s'agit d'un homme de 25 ans d'origine kurde. Son pronostic vital n'est pas engagé, il souffrirait d'une blessure légère. Deux enquêtes ont été ouvertes pour ces violences avec armes. Les circonstances de ces affrontements sont pour l'heure floues. Des bénévoles de l'association Utopia 56 étaient présents au moment des faits mais n'ont pas été témoins de la rixe. "*Ils ont seulement vu qu'il se passait quelque chose quand il y a eu un attroupement. C'est à ce moment-là qu'ils ont aperçu la personne blessée*". "*On a très peu d'informations sur les causes et sur les profils des exilés transportés à l'hôpital*". Le camp de Mardyck, situé à proximité de Grande-Synthe, s'est créé en fin d'année dernière, après le démantèlement de celui de Loon-Plage. Environ 300 exilés, dont des femmes et des enfants, y vivent dans une extrême précarité et un isolement total. L'arrêt de bus le plus proche est à 45 minutes à pied de ce lieu de vie, tout comme le premier supermarché. "*Les conditions sanitaires y sont déplorables : les migrants ont accès à de la nourriture et de l'eau uniquement grâce aux distributions des associations. La situation d'enclavement rend leur quotidien encore plus infernal. Le climat de tension observé ce week-end était inévitable*".

MARSEILLE

Samedi 25 mars 2023 au matin, à la Porte d'Aix à Marseille, la mobilisation contre la loi Darmanin était massive. Même si l'examen du projet de loi a été reporté sine die, la vigilance de la société civile est démontrée : nous ne laisserons pas se dégrader encore la condition des personnes étrangères en France. Elle revendiquait : « *une régularisation large, durable, et immédiate pour* »

toutes et tous, afin de respecter leurs droits fondamentaux et de construire l'égalité des droits, ainsi que la liberté de circulation et d'installation. »

La Coordination des Associations d'Accueil des Étrangers des Bouches du Rhône collecte depuis plus d'un an les preuves du blocage de l'accès aux droits des étrangers par la dématérialisation des démarches administratives. Malgré l'obligation faite aux Préfectures (ordonnance du Conseil d'Etat de juin 2022), rien n'a été fait dans les Bouches-du-Rhône pour proposer des mesures de substitution aux personnes démunies devant les outils numériques. La Cimade, Coup de Pouce aux Migrants, le Secours Catholique et les autres associations ont déposé un recours, ont rencontré les services administratifs concernés... qui eux considèrent qu'il n'y a aucun problème. Une procédure judiciaire est donc lancée auprès du Tribunal Administratif. Le rassemblement de mercredi 29 mars 2023 visait à rendre visible ce combat dans l'espace public.

A Marseille, il n'existe plus aucun guichet d'accueil physique à la préfecture des Bouches du Rhône vers lequel les usagers puissent éventuellement se tourner pour obtenir des informations ou éclaircissements. Depuis le 15 juin 2020, la préfecture ne reçoit de public que sur présentation d'une convocation. Les accompagnants ne sont plus autorisés à pénétrer dans l'enceinte de la préfecture. Seule concession de la préfecture : un point d'accueil numérique (PAN) a été mis en place qui a vocation à être utilisé par les usagers n'ayant pas accès à un outils informatique ainsi que ceux qui rencontrent des difficultés leur rendant impossible l'utilisation de ces mêmes outils. Or, le PAN ne reçoit que sur rendez-vous et les rendez-vous se prennent en ligne !

Face aux réponses totalement insuffisantes de la préfecture des Bouches du Rhône, les associations déposent une requête au tribunal administratif de Marseille. Nous **demandons un service public ouvert à ses administrés, garantissant un égal accès aux droits pour tous et toutes !**

<https://www.lacimade.org/le-mur-numerique-contre-les-etrangers-denonce/>

<https://www.lacimade.org/marseille-contre-la-loi-darmanin/>

MONTGENEVRE

Le 18 mars 2023, au Col de Montgenèvre (Hautes-Alpes), la Grande Maraude Solidaire a rassemblé près de 600 personnes à l'appel des associations et des syndicats, pour exiger le respect de la liberté de circulation. Comme tous les ans, à l'appel du collectif Tous Migrants, et avec Médecins du Monde, la Cimade, la Confédération Paysanne, l'union syndicale Solidaires, et Refuges solidaires, la population du Briançonnais a réaffirmé sa détermination à lutter contre les politiques migratoires illégales, discriminatoires et xénophobes, dont le dernier projet de loi « *pour contrôler l'immigration et améliorer l'intégration* » est une nouvelle illustration. Partout, sous la pression de l'Europe, les droits des personnes en migration, pourtant protégées par des conventions internationales, sont de plus en plus méprisés. Aux frontières, les exilés continuent de tenter le passage au risque de leur vie. Au col de Montgenèvre, policiers et gendarmes ne cessent de les traquer, ainsi que celles et ceux qui les aident.

<https://www.lacimade.org/foule-a-montgenevre-pour-la-grande-maraude-solidaire/>

PARIS

Depuis le mois de décembre, à Paris, **les autorités démantèlent systématiquement** - et sans solution de relogement - **les campements de migrants** quelle que soit leur taille. Les mineurs isolés en subissent les conséquences : chaque nuit, pour ne pas se faire réveiller, confisquer leur tente ou leurs couvertures, ils cherchent des cachettes dans la capitale. Et pour ne pas se faire repérer, ils restent désormais seuls ou en petits groupes. Au risque de s'invisibiliser et de sortir des radars des associations. Place de l'Hôtel de Ville où, chaque soir, les jeunes peuvent profiter d'une distribution de nourriture. L'un ne tient pas en place. "*Si je reste, est-ce que je vais avoir des problèmes ?*" L'adolescent craint par-dessus tout la venue de la police. "*Ils sont arrivés il y a trois, quatre jours,*

vers 1h du matin. J'étais avec deux autres personnes vers la place de la Bastille. Ils nous ont demandé de partir. Ils ne nous ont pas tapés, ils ont secoué la tente". Lui et ses amis ont donc remballé leurs affaires et déménagé en pleine nuit. Ils ont déniché **une autre cachette**. Mais quelques jours plus tard, rebelote. "Les policiers nous ont encore trouvés. Mes amis ont eu peur, ils sont partis, ils ne veulent pas être expulsés. Je ne sais pas où ils sont. Moi, je reste tout seul maintenant". Depuis maintenant plusieurs semaines, les campements de migrants sont strictement interdits dans Paris. "Tolérance zéro", explique Nikolai, salarié d'Utopia 56. L'installation de tentes dans l'espace public n'a jamais été autorisée, mais une sorte de tolérance permettait aux jeunes mineurs de passer les nuits tranquilles, à plusieurs, dans des parcs, des squares et de repartir au petit matin, couvertures et tentes repliées dans les sacs à dos. Une époque désormais révolue. La rue, c'est tout ce qui est offert à ces jeunes, fraîchement arrivés à Paris. **Les hébergements solidaires** ou les hôtels sociaux, déjà **saturés**, accueillent en priorité les familles avec enfants en bas-âge. Dans l'attente d'une reconnaissance de leur minorité, ces **jeunes de moins de 18 ans** ne sont pas pris en charge par l'État, ils **se débrouillent donc seuls**. Ils sont entre **200 et 300 dans les rues** de la capitale. Une grande majorité vient d'Afrique de l'Ouest et subsaharienne. "Une partie est hébergée dans nos structures, mais ceux qui viennent d'arriver en France, qui sont là depuis une ou deux semaines, n'ont souvent aucune solution". "Ils viennent ici pour manger, prendre des couvertures, puis ils repartent. Et pendant ces deux heures de présence, on se fait une idée de leur nombre et de leurs besoins". Pour dormir quelques heures, sans être surpris dans leur sommeil par les autorités, les jeunes cherchent des abris toujours plus dissimulés. "Avant nous les aidions à trouver des endroits sûrs, maintenant nous les aidons à trouver des cachettes". Ils gardent leur "spot" secret. "C'est quelque part dans le 20e arrondissement, la police ne nous voit pas. Mais du coup, on doit être discret, on parle pas fort, on essaie de ne pas faire trop de lumière avec les portables". Selon l'association Utopia 56, c'est la perspective des Jeux olympiques de 2024 qui inciterait les autorités à durcir leur politique de démantèlement. "Il faut que Paris cache ses migrants avant d'accueillir le monde entier". Avec des conséquences dramatiques. Quand les jeunes s'invisibilisent, ils deviennent des proies. "Ils se dispersent, se cachent. Ils sont de plus en plus nombreux à sortir de nos radars. On ne peut plus les protéger, on craint qu'en s'isolant, ils tombent dans des réseaux". "Je suis à Paris depuis 20 jours. Vingt jours que je me casse le dos. Je ne comprends pas bien pourquoi on s'acharne sur nous". En février 2021, la ville de Paris avait ouvert un centre d'hébergement, centre financé par l'État, pour ces jeunes dont la minorité n'est pas tranchée. Mais il "ne correspond absolument pas à l'ampleur du problème" : Quarante places sont disponibles. Toutes occupées. Mais "À chaque fois qu'on te dit que tu vas avoir de l'aide, ça ne marche jamais. Votre centre, ça ne sert à rien de tenter, je suis fatigué".

Mardi 4 avril 2023 vers 21h, plus de **200 mineurs non accompagnés (MNA)**, et leurs **soutiens, se sont installés dans une école abandonnée du 16e arrondissement de Paris**. Ce lieu avait déjà été occupé par des exilés en 2021. Épaulés par plusieurs associations dont Utopia 56, ces jeunes migrants réclament une prise en charge des autorités. "Depuis plus de trois mois, des centaines d'adolescents étrangers et isolés errent dans les rues parisiennes, confrontés au froid, à la faim, au harcèlement policier et à la destruction de leurs biens matériels". La situation pour ces jeunes s'est en effet encore détériorée en fin 2022. Désormais, les campements de migrants sont strictement interdits dans la capitale. L'installation de tentes dans l'espace public n'a jamais été autorisée, mais il y avait une sorte de tolérance. Les policiers démantelant systématiquement les camps de migrants : les MNA cherchent des cachettes et restent seuls ou en petits groupes pour ne pas se faire repérer. Avec cette nouvelle occupation, les humanitaires entendent bien mettre fin à cette précarité. "Le but, c'est de rester jusqu'à ce qu'on nous propose une solution. On est venu ici y a deux ans, on a eu des solutions dans la soirée", a affirmé le coordinateur d'Utopia 56 à Paris. "On demande que ces jeunes soient accompagnés par l'aide sociale à l'enfance", le temps que soient examinés leurs recours auprès d'un juge des enfants, continue le militant. La plupart de ces migrants n'ont pas été reconnus mineurs par le département et intentent un recours en justice. Mais le temps de cette procédure, ils ne sont pas pris

en charge et sont livrés à eux-mêmes. Les associations militent pour que la présomption de minorité soit déclarée dans le droit français, afin que les jeunes migrants soient déclarés mineurs dès leur arrivée jusqu'à la décision du juge. *"Malgré nos demandes répétées, la préfecture d'Île-de-France ainsi que la secrétaire d'État à la protection de l'enfance, refusent continuellement la mise en place d'un espace d'échange et de concertation avec les acteurs de terrain, afin de mettre en place des solutions pérennes et constructives"*. Les humanitaires *"demandent un accompagnement pluridisciplinaire"* des jeunes, *"adapté à leurs situations individuelles et dans des hébergements stables en Île-de-France"*.

Des propriétaires privés, sensibles à leur situation, mettent temporairement leurs locaux vacants à la disposition d'associations d'aide aux migrants.

Dans un grand duplex désaffecté de 500 m² au fond d'une cour du XX^e arrondissement de Paris des dizaines de tentes ont été déployées. Un Ivoirien de 17 ans, mordille une cuisse de poulet. Il scrute autour de lui et plaisante : *« C'est ici qu'on habite maintenant. C'est beau, hein ? »*. Entre 70 et 80 jeunes étrangers en recours passent la nuit dans ces bureaux d'entreprise vides qui appartiennent à une start-up française, fondateur de Clubfunding Group, spécialisée dans l'investissement participatif en immobilier. Quand il passait dans l'Est parisien, à Stalingrad ou la Chapelle, le PDG de 39 ans s'inquiétait de voir ces jeunes migrants dormir à la rue. Des ados dans une *« zone grise »* de l'Etat français, selon les associations : à leur arrivée dans le pays, ils ont été soumis à un entretien d'évaluation sociale au cours duquel leur âge a été mis en doute, parfois par manque de documents ou pour des récits imprécis. La plupart contestent cette décision auprès d'un tribunal pour enfants mais, en attendant le jugement, ils sont laissés dehors, sans prise en charge et sans accompagnement. *« D'un côté, j'ai des locaux vides parce qu'on veut les rénover bientôt et de l'autre, il y a des jeunes qui dorment dehors. Pourquoi ne pas leur en faire profiter ? »* C'est une mesure de *« bon sens »* plutôt qu'un acte politique ou militant. Il s'est tourné vers Utopia 56, et les deux parties se sont mises d'accord pour signer un bail temporaire jusqu'en juin 2023, date du début des travaux. Une bouffée d'air pour les jeunes exilés.

Ces jeunes, dorment sur le bitume, sans leurs parents, sans aller à l'école, certains vivant avec une souffrance psychologique liée à leur histoire ou à leur exil. Utopia 56, les accompagne. *« On accompagne plus de 300 gamins comme eux dans la rue en ce moment et plus de 50 % sont finalement reconnus mineurs à l'issue de la décision du juge pour enfants »*. Ces derniers mois, les Jeux olympiques de Paris approchant, il a été de plus en plus difficile – voire impossible – pour ces ados de poser une tente dans la capitale. Il faut faire place nette. Leurs petits campements ont été à chaque fois expulsés par les forces de l'ordre et les exilés errent en bordure de Paris, sous des ponts ou dans des parcs où ils redoutent les bagarres et les vols. Les hébergements d'urgence sont tous saturés. *« L'avantage c'est qu'ici, contrairement à la rue, ils ne seront pas expulsés par la police. Ce n'est pas le grand luxe, mais c'est toujours mieux que le bitume. Une équipe fait des rondes la nuit pour s'assurer que tout se passe bien, on a mis quatre salariés sur le projet. »* Clubfunding Group, a engagé 30 000 euros de travaux environ pour mettre les lieux aux normes électriques. Le binôme association-propriétaire a aussi prévenu les voisins, la mairie, et les bénévoles ont dressé une liste de jeunes à appeler en fonction de leur ancienneté dehors. Le confort est rudimentaire : pas de douches mais des toilettes et un point d'eau à l'étage. Pour ne pas trop perturber la tranquillité du quartier, les lieux sont ouverts de 20 heures à 9 heures seulement. *« On surnomme ça le 115 de la débrouille. Ça fonctionne plutôt bien : ça redonne de la dignité aux jeunes et à nous, les associations. On n'en pouvait plus d'être dehors. Depuis qu'ils sont ici, il faut voir comment ils ronflent les jeunes ! Ils avaient besoin de repos »*. Dans ces lieux, même précaires, les jeunes peuvent aussi conserver leurs documents médicaux dans sa tente sans avoir peur de se les faire voler. Un luxe inestimable pour les jeunes à la rue.

Les membres d'Utopia 56 envisagent cette expérience comme un tournant dans leur manière de venir en aide aux migrants. *« Il y a plein de locaux vides à Paris. Si ça se passe bien, il*

suffit de trois ou quatre endroits comme ça et plus personne ne dort dehors ». Dans le sud de Paris, un lieu similaire a été mis à disposition en novembre par un autre propriétaire, cette fois à destination de familles. Le bailleur lègue pour sa part un garage de 500 m² jusqu'en mai 2023. Et l'expérience le montre déjà : « *Tout le monde est content, tout se passe très bien.* »

A quelques pas de l'Arc de triomphe, dans le très chic XVII^e arrondissement, près d'un hôtel de luxe, au-dessus d'un parking, Au premier étage, sous des fenêtres en PVC, de nombreuses mères sont assises dans leurs tentes. Les enfants courent dans les allées et d'autres femmes sont à la cuisine. En fin de journée, ceux qui ne trouvent pas de place au 115 se présentent sur le parvis de l'hôtel de ville, d'où Utopia les redirige vers ce lieu. Ce n'est pas le grand luxe non plus, mais les bambins ont l'air heureux et les adultes peuvent se reposer un peu. « *Je faisais partie des gens qui avaient peur, car ça reste un hébergement précaire. Et au début, quand on arrive ici, on se demande "est-ce qu'on ne peut pas trouver mieux ?" Mais en fait, tu leur enlèves la faim, le froid, la peur, la solitude et la violence : c'est déjà énorme* »

Ces initiatives doivent interroger l'apport d'une entreprise au sein de notre société, au-delà de sa croissance et de sa productivité. « *Nous bénéficions d'une période plutôt positive. Les chiffres sont bons, on a levé 125 millions d'euros, il nous arrive des choses positives. On est une entreprise qui a de l'ambition. Mais ce n'est pas pour autant qu'on ne peut pas prendre des initiatives un peu en marge de ce qui se fait* », plaide le chef d'entreprise.

Ainsi se fait jour une forme de solidarité silencieuse nouvelle qui se met en place face aux difficultés croissantes que rencontrent les exilés dans l'Hexagone. « *Si ça fonctionne bien, je m'adresserai aux professionnels de l'immobilier avec qui on travaille. Je sens qu'il ne faut pas grand-chose pour qu'ils puissent ouvrir leurs lieux vacants, peut-être pas pendant des années, mais déjà pendant quelques mois* ». « *On réfléchit. Il nous faut trouver un modèle de convention qui nous permette de rassurer les propriétaires et de pouvoir essaimer* ». Il faudra faire vite : les baux des deux lieux se terminant avant l'été, 150 ados, enfants et parents étrangers seront à nouveau à la rue dans la capitale.

https://www.liberation.fr/societe/115-de-la-debrouille-a-paris-des-tentes-dexiles-dans-des-locaux-de-start-up-20230410_O3T6WDZF4FGHFHSII2GO26BUBU/

Des mineurs isolés occupent une école

Quelque 200 jeunes isolés occupent une école désaffectée du XVI^e arrondissement de Paris depuis mardi soir 4 avril 2023. Ils sont accompagnés par l'association Utopia 56 qui réclame leur prise en charge immédiate dans des structures adaptées. Dans la cour de récréation de l'école désaffectée depuis quatre ans, une dizaine de jeunes improvisent une partie de foot sous le soleil printanier. La plupart sont originaires d'Afrique de l'Ouest et centrale : ils racontent les mêmes récits, souvent dramatiques : " *Traverser une mer, c'est l'histoire la plus difficile qu'on vit, car on risque nos vies !*", " *Un jour, la police est venue nous agresser à Porte de la Villette. Ils ont déchiré les tentes et pris nos affaires*" explique l'un d'entre eux. Leur arrivée en Europe, la vie d'errance et de misère en France, mais aussi leurs espoirs gelés pour l'instant. " *On est venus ici pour continuer nos études et pour travailler*", indique un autre. Le coordinateur à l'association Utopia 56, est à l'origine de cette occupation : " *On est avec 200 jeunes étrangers, isolés, qui sont aujourd'hui dans une situation de rue, c'est-à-dire qu'ils sont confrontés quotidiennement à la violence, au froid, à la peur et à la solitude. "Ce qu'on essaye de faire, c'est de faire respecter leurs droits". "Leur droit à un hébergement, à un accompagnement, et pour ça malheureusement, il faut passer par ce type d'action."* Le bâtiment désaffecté n'est pas aménagé pour accueillir ces 200 jeunes. *Malheureusement, on n'a que le minimum vital en termes de matériel". "On distribue des couvertures, de quoi prendre un petit déjeuner, mais il n'y a pas d'arrivée d'eau, donc on a dû construire nos propres toilettes sèches."* Au sol, des couvertures et des matelas de fortune servent de lits improvisés. Dans l'une des salles de classe abandonnées, des bénévoles de Médecins sans Frontières et Médecins du Monde font des

consultations. Beaucoup de ces exilés ont besoin d'une prise en charge urgente, s'alarme le coordinateur du programme auprès des exilés à Paris pour Médecins du Monde. *"Si vous passez trois semaines sous une tente, vous serez dénutris, fatigués. Vous souffrirez de problèmes dermatologiques dus à la promiscuité"*. *"Si ces jeunes étaient ukrainiens, ils seraient aujourd'hui dans un centre d'hébergement à la Porte de la Villette, et ils seraient plus rapidement orientés vers un logement à plus long terme quelque part sur le territoire français."* *"Il y a une vraie différence de traitement qu'on dénonce haut et fort"*. Beaucoup de ces jeunes ont **entamé des démarches administratives pour régulariser leur situation, certains attendent un rendez-vous avec un juge des enfants**. *"Tant qu'une solution ne sera pas trouvée, on restera là"*. *"Donc on espère que les choses avanceront rapidement !"* Sollicitée, la préfecture d'Île de France n'a pas donné suite.

PLAISIR

A l'issu d'une aide des bénévoles, la Cimade a reçu cette lettre d'un migrant.

Remerciements pour votre aide à l'obtention de mon titre de séjour

Bonjour;

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude pour l'aide précieuse que vous m'avez apportée dans l'obtention de mon titre de séjour. Votre engagement envers les personnes en situation de difficulté et votre dévouement à aider les immigrants sont exemplaires. Je tiens à vous informer que j'ai reçu une attestation définitive de mon titre de séjour et la carte est en fabrication.

Je suis conscient du travail considérable que vous effectuez pour aider les personnes dans le besoin et je suis honoré d'avoir pu bénéficier de votre soutien et de votre expertise. Votre aide a été déterminante dans la réussite de ma demande de titre de séjour.

Je tiens à vous remercier encore une fois pour votre aide et votre soutien précieux. J'apprécie énormément votre travail et je n'hésiterai pas à recommander votre association à d'autres personnes qui pourraient en avoir besoin.

Cordialement.

LA REUNION

Depuis 2018, environ 500 personnes sont arrivées sur l'île de la Réunion dont deux bateaux composés de 87 migrants depuis le seul mois de janvier. Des femmes, des enfants et des hommes dont plus de la moitié ont été reconduits à la frontière. Les autres se lancent dans le difficile parcours de la demande d'asile sur un territoire français qui tente de s'adapter. Plus de 4 000 km séparent le Sri Lanka de l'île de La Réunion. Pourtant, depuis 2018, un axe migratoire s'est ouvert entre les deux territoires. Les ressortissants sri-lankais, arrivent par bateaux de pêche après un périple de plus d'un mois pour traverser l'océan Indien. Persécution ethnique, répression politique, crise économique sont les motifs avancés de cet exil. De fait, le Sri Lanka traverse la pire crise politique et sociale depuis son indépendance en 1948.

REZE (LOIRE-ATLANTIQUE)

Mardi 4 avril 2023, la police a **expulsé quatorze migrants** qui occupaient le 105, rue de la Commune. Il s'agit de treize personnes régularisées et d'un demandeur d'asile. Tous ont un travail. Depuis un an, ces Saoudiens et Tchadiens d'une vingtaine d'années squattaient la maison inhabitée du 105, dont le propriétaire est un promoteur. Parmi eux, treize migrants régularisés et un demandeur d'asile.

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/reze-44400/reze-quatorze-migrants-expulses-105-rue-de-la-commune-cdff4876-d2fc-11ed-9078-c96e51806d43>

SAINT-LO

Un groupe de migrants composé de 37 personnes, adultes et vingtaine d'enfants âgés de quelques mois à 17 ans, s'est installé illégalement, il y a quelques jours aux abords du haras et du

Pôle hippique de Saint-Lô. Ils ont été expulsés vendredi 7 avril 2023 à la suite d'une plainte déposée par le syndicat mixte du Pôle hippique qui administre les lieux. La police est intervenue dans la matinée, sous le regard d'une dizaine de membres du Collectif saint-lois d'aide aux migrants. « Ça n'est jamais arrivé que des familles dorment dans la rue, mais là, c'est du jamais vu. » Mais le préfet de la Manche a tenu à faire une mise au point : **"Il n'est pas question d'évacuation, c'est l'étude de la situation administrative de ces personnes, c'est pourquoi j'ai envoyé des fonctionnaires de la PAF pour que l'on prenne les identités, les compositions familiales et en fonction de ces situations nous avons fait des propositions d'hébergement que les personnes ont accepté. Elles ont quitté les lieux. Ces familles seront reçues en préfecture pour régularisation ou notification à obligation de quitter le territoire français."** A cette heure les personnes sont reparties accompagnées de l'association saint-loise d'aide aux migrants vers l'association Coallia où elles seront réparties vers les différentes solutions d'hébergement. Tout s'est déroulé dans le calme. **Un recours en justice** a été déposé. Le président du MRAP Comité Manche : "ça nous choque, car les délais sont très rapides. Il y a des familles et des jeunes enfants. C'est vraiment le reflet d'une société où l'on pénalise les plus pauvres et les plus démunis."

<https://www.ouest-france.fr/normandie/saint-lo-50000/migrants-au-haras-de-saint-lo-lexpulsion-est-en-cours-2d404d10-d520-11ed-a235-54c2ea0bc94d>

MANCHE

BOULOGNE-SUR-MER

Vingt-huit migrants, dont plusieurs enfants, ont évité le pire ce mercredi 5 avril. Vers 9h du matin, leur embarcation a coulé au large de Boulogne-sur-Mer. Les exilés ont profité d'une mer calme et du soleil pour tenter de rejoindre les côtes britanniques en traversant la Manche. Ils ont passé plus d'une heure dans une eau à 8°. Un navire de la Marine nationale a porté secours aux naufragés, tous en état d'hypothermie. Parmi les rescapés, quatre d'entre eux ont été pris en charge par les secours à leur arrivée au port de Boulogne-sur-Mer. Les autorités ont également envoyé un hélicoptère pour survoler la zone et s'assurer *"qu'aucune personne ne soit à la dérive"*.

MARCK

Les traversées de la Manche se sont accentuées ces derniers jours à la faveur d'une amélioration des conditions météorologiques. Mardi 4 avril 2023, 60 migrants ont été retrouvés trempés sur la plage de Marck. Parmi eux, 16 femmes et des enfants. Les exilés tentaient de traverser la mer pour atteindre le Royaume-Uni quand ils ont été interceptés par les forces de l'ordre. Deux femmes, dont une enceinte, et un enfant de deux ans ont été transportés à l'hôpital par les sapeurs-pompiers. *"Ces personnes ont été immédiatement prises en charge par l'AUDASSE (opérateur de l'État) et accueillies au sein d'une salle où elles ont pu se réchauffer et bénéficier de vêtements secs"*. *"Une mise à l'abri a été proposée aux familles et aux personnes vulnérables. Cette proposition n'a pas été acceptée par les personnes présentes qui ont quitté les lieux aux environs de 12h45."*

Les migrants n'ont jamais été aussi nombreux à traverser la mer sur des petites embarcations pour rallier le Royaume-Uni depuis la loi britannique voulant "mettre un terme aux traversées de la Manche depuis la France vers le territoire britannique ». Plus de 45 000 sont arrivés sur les côtes anglaises en 2022, contre 28 526 en 2021. Depuis le début de l'année 2023, plus de 3 000 migrants ont déjà rejoint les côtes anglaises depuis l'Hexagone.

PAS-DE-CALAIS

Le beau temps a encouragé les tentatives de traversée de la Manche : En deux jours, 404 migrants ont pris la mer depuis les côtes françaises. Samedi 8 avril 2023, **96 personnes ont été récupérées par les forces françaises** dans le détroit du Pas-de-Calais lors de trois opérations. La première opération s'est déroulée en début de journée : un patrouilleur de la Marine nationale a

secouru une embarcation de 30 exilés. Un peu plus tard, la gendarmerie maritime a porté assistance à 37 naufragés. La troisième opération a permis le sauvetage de 29 migrants. Ces 96 personnes ont été déposées au port le plus proche, **Boulogne-sur-Mer ou Calais**, et prises en Charge. Le même jour, **107 migrants répartis sur trois embarcations ont réussi à atteindre les eaux anglaises**. Ils ont été amenés par la Border Force à Douvres. Dimanche 9 avril 2023, les garde-côtes français ont porté secours à une embarcation en difficulté au large du littoral français. Ses **21 passagers** ont été déposés au port de **Boulogne-sur-Mer**, et pris en charge par les autorités. Quatre canots transportant **180 personnes sont parvenus à rejoindre les côtes britanniques**.

Au total, la semaine dernière, plus de 1 000 exilés ont atteint le sol anglais.

MÉDITERRANÉE

ALGERIE-SARDAIGNE

A **200 kilomètres**, et si la mer est calme, ses côtes peuvent être atteintes en **dix à douze heures**.

NADIR

"Le Nadir effectue actuellement sa première mission d'observation de l'année. Il s'agissait de sa huitième opération de sauvetage en 48 heures [...] L'équipage du Nadir, en coopération avec les garde-côtes italiens, a pu sauver plus de 300 personnes fuyant la mort en mer Méditerranée [depuis début avril]".

<https://resqship.org/schiffsunglueck-23-tote/>

L'OCEAN VIKING (SOS MEDITERRANEE)

Samedi 25 mars 2023, **les garde-côtes libyens ont menacé l'équipe du navire humanitaire** de SOS Méditerranée, qui approchait une embarcation en détresse, signalée par la plateforme d'aide aux migrants en mer, Alarm Phone. *"Toutes les tentatives de l'équipe à la passerelle pour contacter le bâtiment des garde-côtes libyens par VHF sont restées sans réponse, tandis que l'équipage des garde-côtes libyens a commencé à se comporter de manière agressive, menaçant avec des armes à feu et tirant plusieurs coups de feu en l'air". "L'Ocean Viking quitte la zone, ne nous tirez pas dessus. Nous sommes dans les eaux internationales, vous ne pouvez pas nous tirer dessus." l'Ocean Viking a "quitté les lieux à plein régime, alors que les garde-côtes libyens continuaient à tirer des coups de feu".* Les **80 migrants entassés dans un canot pneumatique ont finalement été récupérés par les autorités libyennes** et renvoyés dans le pays. Lundi matin 27 mars 2023, l'Ocean Viking a de nouveau été menacé par les Libyens. La **vedette des autorités libyennes a poursuivi le navire humanitaire** à vive allure pendant plusieurs heures, le forçant à mettre le cap plus au nord. Ces manœuvres ont empêché l'Ocean Viking de porter secours à des exilés en difficultés en mer. Quelques heures plus tard, l'Union européenne (UE) a réagi à l'incident qui s'est produit samedi. *"Nous allons demander des explications et des clarifications (aux autorités libyennes) sur ce qui s'est passé, pourquoi cela s'est passé et quelle suite sera donnée"*, a déclaré lundi le porte-parole du chef de la diplomatie, lors du point de presse quotidien de la Commission. Il s'agit de savoir si le navire des garde-côtes libyens impliqué dans l'incident a été financé avec l'aide de l'UE, a ajouté le porte-parole. L'UE coopère avec les garde-côtes libyens en leur fournissant assistance, équipements et navires. Selon Bruxelles, cet accord vise à sauver les vies de migrants en Méditerranée mais il est régulièrement dénoncé par les ONG et l'ONU, qui soulignent les mauvais traitements auxquels sont soumis les migrants ramenés de force en Libye.

L'Ocean Viking a secouru, samedi 1er avril 2023, **92 migrants**, dont neuf femmes et environ 40 mineurs non accompagnés. Les personnes se trouvaient à bord d'une embarcation pneumatique *"surchargée et dégonflée"* au large de la Libye. Les rescapés sont pour la plupart

"épuisés. Certains souffrent de brûlures dues à l'essence et de blessures" et ont été pris en charge par SOS Méditerranée et une équipe de la Croix-Rouge. D'autres, trop faibles pour marcher, ont dû être transportés sur une civière et réchauffés par des couvertures. À la suite du sauvetage, les autorités italiennes ont assigné à l'Océan Viking le **port de Salerne**, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Naples, "*comme lieu sûr pour le débarquement*"; à environ 833 kilomètres du lieu où se trouve actuellement l'Océan Viking. "*Les prévisions météorologiques se détériorant, nous craignons que la navigation prolongée affecte l'état fragile des rescapés*", a indiqué l'ONG. Cela maintient "*les navires (...) hors de la zone de sauvetage pendant des périodes prolongées*".

MALTE ET LA GRECE

Un navire avec environ 400 personnes à bord est à la dérive entre la **Grèce et Malte** et prend l'eau, dimanche 10 avril 2023. Alarm Phone a déclaré qu'ils avaient reçu un appel du bateau, qui est parti de Tobrouk, en Libye, dans la nuit et qu'ils en avaient informé les autorités, mais celles-ci n'ont pas encore lancé d'opération de sauvetage. Alarm Phone a déclaré que le bateau se trouvait maintenant dans la zone maltaise de recherche et de sauvetage (SAR).

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-info>

LE GEO BARENTS

Le navire humanitaire Géo Barents, de MSF a été immobilisé pour 20 jours dans un port sicilien et condamné à une amende de 10 000 euros par les autorités italiennes, en raison d'un supposé manque d'informations fournies par l'équipage. Autant de tactiques ayant pour but d'empêcher l'aide aux migrants en mer, au mépris du droit maritime international, dénoncent les humanitaires. Le Géo Barents de Médecins sans frontières (MSF) a débarqué dimanche 26 mars 2023 à **Bari**, dans le sud de l'Italie, **avec 190 exilés à son bord**. Le navire devrait repartir au large des côtes libyennes dans les prochains jours.

Le navire a porté assistance mardi 4 avril 2023 à **440 migrants au large de Malte**. "*Après plus de 11 heures d'opération, le sauvetage est maintenant terminé et un total de 440 personnes, dont huit femmes et 30 enfants, sont maintenant en sécurité à bord du Géo Barents et sont pris en charge par l'équipe*", a indiqué mercredi 5 avril 2023, l'ONG médicale. MSF indique que **100 rescapés** vont être transférés **vers un autre bateau** italien au large de la Sicile, tandis que les 339 autres seront **débarqués à Brindisi**, dans la région des Pouilles. Un dernier a été évacué par hélicoptère vers Malte "*en raison d'une déshydratation sévère et d'une pathologie associée*". D'après les témoignages des rescapés, le bateau était en mer depuis plus de 4 jours "*dont 2 sans nourriture ni eau*". La plateforme de signalements indépendante, Alarm Phone, a alerté lundi 3 avril 2023 qu'une embarcation était en difficulté **au large de Malte** : "*Nous avons rétabli le contact avec les 500 personnes en danger. Ils nous disent que la mer est agitée. Le vent souffle à 27 nœuds (50 km/h) et les vagues sont hautes !*". Alarm Phone dit avoir contacté à plusieurs reprises **les garde-côtes italiens** qui les ont redirigés **vers leurs collègues maltais**, sans résultat. Lundi soir, deux navires marchands sont passés à proximité de l'embarcation, mais ils n'étaient pas équipés pour les opérations de sauvetage. "*Nous appelons les autorités à mobiliser des ressources suffisantes sans plus tarder !*", a alors signalé Alarm Phone, après avoir transmis les coordonnées GPS du bateau en difficulté. **Mardi, vers 4h du matin**, "*après 10 heures de navigation dans une mer agitée*", le Géo Barents a enfin pu s'approcher de l'embarcation dans les eaux internationales. "*Malheureusement, la météo n'a pas permis à notre équipe d'effectuer directement le sauvetage, ce qui aurait pu mettre en danger la vie des personnes et celles de l'équipe MSF. Le Géo Barents est resté près du bateau en détresse pour surveiller la situation et rassurer les gens*". Durant l'**après-midi**, le navire humanitaire a finalement pu **lancer l'opération de sauvetage**, qui s'est terminée avec succès dans la soirée, au bout de **11 heures**.

LE LOUISE MICHEL

le Louise Michel a **accosté** samedi 25 mars 2023 sur l'île italienne de **Lampedusa** avec **180 migrants**. Le navire, affrété par le street-artiste Banksy, est depuis immobilisé par les autorités

italiennes. L'Italie reproche au Louise Michel d'avoir effectué plusieurs sauvetages avant de rejoindre l'Italie.

UNION EUROPÉENNE

L'UE a annoncé que le nombre **d'enfants non accompagnés** qui avaient **demandé l'asile** dans l'Union avait bondi de 72 % de 2021 à 2022. Cette tendance est due à la forte augmentation du nombre de réfugiés arrivant d'Afghanistan, selon le bureau des statistiques Eurostat.

COMMISSION EUROPEENNE - RAPPORT DE LA MISSION D'ENQUETE DES NATIONS UNIES

Le rapport d'enquête de l'ONU paru lundi 27 mars 2023 (voir chapitre ONU ci-dessous) sur la situation des droits humains en Libye, n'épargne pas l'Union européenne. Il souligne sans détour que des migrants sont *"appréhendés, détenus et débarqués en Libye dans le seul but d'empêcher leur entrée en Europe, en corollaire de la politique européenne d'immigration"*. L'UE et ses pays membres auraient *"fourni, directement ou indirectement, un soutien financier et technique ainsi que des équipements, tels que des bateaux, aux garde-côtes libyens et à la Direction de la lutte contre la migration illégale"*, utilisés pour intercepter et détenir les migrants. Cette assistance de l'UE aux autorités libyennes *"a aidé et encouragé la commission de crimes"*. *"Un large éventail de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité ont été commis par les forces de sécurité de l'État et les milices armées"* en Libye, a résumé le chef de la mission des Nations Unies.

La Commission européenne a réagi dès le lendemain. *"Couvrir les besoins des personnes qui se trouvent en Libye, à la fois les migrants mais aussi les communautés d'accueil qui sont affectées par cette situation, c'est là que va l'argent"*. *"Je ne suis donc pas d'accord avec les affirmations selon lesquelles notre argent sert à financer le modèle commercial des passeurs, ou de ceux qui abusent et maltraitent les gens en Libye"*. Les membres de la Commission européenne ont déclaré prendre ces allégations de crimes contre l'humanité *"au sérieux"*, tout en défendant leur bilan en Libye. *"Bien sûr, il y a des incidents. Il y a des problèmes qui sont une source d'inquiétude. Nous essayons de les résoudre avec les partenaires en Libye, avec les partenaires internationaux"*. *"Ne rien faire n'est pas une réponse (...) Notre objectif commun, est d'aider à améliorer la situation des personnes bloquées en Libye"*. A la suite, samedi 25 mars 2023, de la menace de l'équipe du navire humanitaire Ocean Viking, de l'ONG SOS Méditerranée par les garde-côtes libyen (voir ci-dessus Ocean Viking), l'UE va *"demander des explications et des clarifications sur ce qui s'est passé, pourquoi cela s'est passé et quelle suite sera donnée"*.

ACCORD UE – LIBYE

Malgré les critiques, lundi 20 mars 2023, le conseil européen a décidé de proroger l'opération militaire Irini en mer Méditerranée jusqu'au 31 mars 2025. Lancé en 2020, l'accord prévoit la **formation des garde-côtes libyens et la livraison de navires** afin d'empêcher les migrants de rejoindre le Vieux continent. Il doit aussi *"contribuer à la perturbation du modèle économique des réseaux de passage clandestin et de traites des êtres humains par la collecte d'informations et les patrouilles aériennes"*. Le montant de l'opération Irini, pour la période du 1er avril 2023 au 31 mars 2025, s'élève à plus de **16 millions d'euros**. Ce partenariat vient en appui d'un autre accord signé entre l'Italie et la Libye. Soutenu par l'Union, le texte vise depuis 2017 à lutter contre l'immigration clandestine en donnant aux autorités libyennes la charge de la coordination des sauvetages au large de leurs côtes (tâche qui incombait auparavant au centre de coordination de sauvetage maritime de Rome ou de La Valette, à Malte). **L'Italie, également, équipe et forme les autorités libyennes pour**

intercepter les exilés en Méditerranée. La prolongation de l'opération Irini intervient au moment où l'UE est la cible de critiques pour son engagement en Libye. Le 27 mars 2023, une mission d'enquête de l'ONU sur la situation des droits humains dans le pays confirmait que des crimes contre l'humanité avaient été perpétrés contre des migrants dans des centres de détention. "***Nous ne disons pas que l'UE et ses États membres ont commis ces crimes. Mais le soutien apporté a aidé et encouragé la commission de ces crimes***", a déclaré le chargé de la mission des Nations unies.

Selon l'ONG Amnesty International, le soutien aux garde-côtes libyens contribue aux "terribles violations" commises "depuis une décennie" sur les exilés. Lorsque les migrants sont interceptés en Méditerranée, ils sont transférés dans des prisons du pays, où les atteintes au droit y sont légion. Dans ces centres, les migrants sont victimes de tortures, de violences sexuelles, d'extorsion de fond ou encore de travail forcé. Les Libyens sont aussi accusés de violences envers les bateaux humanitaires qui sillonnent la Méditerranée ou sur les exilés entassés dans des canots de fortune. En 2022, L'UE avait reconnu dans un rapport confidentiel que les autorités libyennes ont eu recours à un "*usage excessif de la force*" envers les migrants et que certaines interceptions en Méditerranée ont été menées à l'encontre de la réglementation internationale. Sans pour autant mettre fin à leur collaboration. Depuis 2016, date du premier accord entre l'Italie et la Libye, plus de **130 000 personnes ont été interceptées en mer** et renvoyées en Libye. Dans le même temps, près de **15 000 exilés ont péri** en Méditerranée centrale en essayant de rejoindre l'Europe.

RETARD POUR L'ACCES DES ENFANTS A L'EDUCATION

Le Conseil européen pour les réfugiés et les exilés (CERE), qui regroupe près d'une centaine d'ONG dans 40 pays d'Europe, a passé en revue les conditions d'accueil et de détention des demandeurs d'asile mineurs dans une vingtaine de pays européens. Dans son rapport il constate que les enfants placés dans des centres de détention n'ont qu'un **accès limité**, voire inexistant, aux systèmes éducatifs publics. En Bulgarie et en Grèce, "*les enfants demandeurs d'asile vivant dans les centres de détention n'ont aucun accès à l'éducation formelle*". En Pologne, les cours organisés dans ces centres sont loin de couvrir le programme scolaire obligatoire. "*Etant donné la forte proportion d'enfants, d'adolescents et de jeunes adultes parmi les demandeurs d'asile, il est extrêmement important que le droit à l'éducation soit garanti le plus tôt possible, non seulement en termes d'enseignement obligatoire, mais aussi en ce qui concerne l'enseignement secondaire, professionnel et supérieur*". Le groupe pan européen insiste également sur le lien qui existe entre l'éducation, la formation et une intégration réussie dans le pays d'accueil, notamment par l'insertion sur le marché du travail.

En 2021, les moins de 18 ans ont représenté près d'un tiers des plus de 500 000 personnes ayant demandé l'asile dans l'Union européenne (UE). Selon le droit européen sur les conditions d'accueil, les États membres de l'UE **doivent accorder aux mineurs l'accès à l'éducation dans un délai de trois mois** à compter de la date à laquelle la demande d'asile a été déposée. En 2022, l'UE a été dépassée par l'ampleur du nombre d'arrivées, due notamment à la guerre en Ukraine. En janvier 2023, on estimait ainsi à **644 000 le nombre de demandes d'asile en attente d'une décision** en première instance.

Le délai de traitement des demandes d'asile est en moyenne beaucoup plus long que cette période des trois mois. En Allemagne, par exemple, le traitement d'une demande prend en moyenne 219 jours, mais peut dépasser les 21 mois pour certains demandeurs, en particulier pour les ressortissants somaliens. En Suède, ce délai va jusqu'à 293 jours. Outre les retards dans le traitement des demandes, il existe de nombreux obstacles administratifs et pratiques à l'accès à l'éducation, comme le manque de places dans les écoles, la réticence de certains établissements scolaires à inscrire des élèves étrangers, ou encore l'absence de documents d'identification. "*Même lorsque les enfants demandeurs d'asile peuvent accéder à l'enseignement ordinaire, cela ne signifie pas automatiquement qu'ils étudient aux côtés des enfants locaux*". En Hongrie, par exemple, les écoles locales n'acceptent

les demandeurs d'asile que dans des classes séparées, ce qui ralentit leur intégration. Néanmoins, le rapport relève aussi des exemples de politiques éducatives positives. En Allemagne, les enfants d'un centre de transit ayant des connaissances suffisantes en allemand peuvent directement accéder au système scolaire. Au Portugal, l'inscription dans les écoles publiques est garantie dans un délai moyen de deux semaines. Par ailleurs, le pays offre une aide sociale pour l'alimentation, le logement, l'aide financière et les fournitures scolaires. Les besoins des **enfants non accompagnés** sont "**souvent une préoccupation secondaire pour les États**". Le CERÉ est préoccupé par les politiques visant à "*décourager les enfants de persister dans leurs demandes de protection, à dissuader les autres d'arriver, ou à maintenir les enfants dans l'incertitude jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge adulte*". "*La Commission européenne devrait maximiser les opportunités de financement pour les organisations de la société civile, y compris les organisations dirigées par des réfugiés, afin de soutenir leurs activités axées sur l'accès à l'éducation*".

ALLEMAGNE

Pour obtenir un visa permettant de rejoindre son conjoint en Allemagne, il faut obtenir un niveau de base en langue allemande, appelé A1 dans le Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL). Un sénégalais, parlant Français et Wolof, a épousé une étudiante allemande. Pour rejoindre sa femme, en Allemagne, il a étudié l'allemand depuis 14 mois ce qui a coûté 6000 euros. Il a échoué à l'examen à trois reprises. Pour décrocher le niveau A1, il faut répondre à une série de questions après avoir écouté des enregistrements d'une conversation en allemand, de messages vocaux ou encore d'annonces publiques comme ceux que l'on peut par exemple entendre dans une gare. Or, lorsque l'on a jamais mis le pied en Allemagne, le contenu de ces enregistrements peut paraître très abstraits. Sa femme explique que les examens sont devenus une importante source de stress pour son mari. "*L'amour à distance est vraiment très difficile. Ma femme me manque à chaque instant, le matin, à midi, le soir*". En 2021, trois quarts des participants sénégalais ont ainsi échoué au test de langue A1 du Goethe Institut, le plus mauvais résultat sur une trentaine de pays d'origine. Pour changer la donne, un parti a présenté un projet de loi en 2022 afin de permettre aux conjoints de passer l'examen de langue une fois arrivés en Allemagne pour augmenter leurs chances de réussite. Un député promet que la législation sera assouplie. "*Pendant des années, j'ai reçu des lettres de personnes qui ont été contraintes de vivre séparées de leur mari ou de leur femme en raison de l'exigence linguistique. Je pense que personne dans cette assemblée ne devrait vivre une telle expérience.*" Pour une avocate et consultante pour l'Association des familles et couples binationaux, "*la situation actuelle brise des relations.*" Elle appelle à la suppression pure et simple du test de langue préalable à l'entrée sur le territoire. Mais pour un membre de la commission famille au Parlement, la lutte contre "*les mariages forcés, les mariages de complaisance et les mariages arrangés*" justifient ces tests de langue. Cet avis est partagé par les partis conservateurs : les personnes arrivant en Allemagne doivent pouvoir communiquer avec les autorités de manière indépendante, sans l'aide de leur partenaire. Il existe pourtant des exceptions à la règle. Les ressortissants des États membres de l'Union européenne et de certains pays tiers vivant en Allemagne peuvent faire venir leur partenaire sans test de langue. Si l'épouse était de nationalité grecque ou roumaine, ou encore si elle venait du Brésil ou de Corée, elle pourrait faire venir son mari en Allemagne sans qu'il passe le niveau A1. Il en va de même pour les conjoints de réfugiés, de chercheurs, de travailleurs indépendants ou encore de personnes très qualifiées. Plusieurs députés ont promis des changements, "*mais pour le moment il ne s'est rien passé*".

Le gouvernement d'Olaf Scholz a présenté mercredi 29 mars 2023 un projet de loi pour **assouplir les règles de l'immigration pour les travailleurs qualifiés**. Une première depuis les années 2000. Ce projet de loi immigration de l'Allemagne prévoit plusieurs pistes pour accueillir **environ 400 000 travailleurs qualifiés par an**. Il ne sera plus nécessaire, par exemple, de fournir un contrat de travail pour entrer dans le pays. Il y aura à la place un système de points qui mesurera le

"potentiel" d'intégration des candidats : avoir de l'expérience professionnelle et une offre d'emploi pourront suffire. Le pays doit pallier le manque croissant de main-d'œuvre dû, entre autres, au vieillissement de sa population. Deux millions de postes sont actuellement vacants en Allemagne, notamment dans le secteur de la sidérurgie. Les travailleurs immigrés pourront aussi demander la nationalité allemande au bout de cinq ans de résidence dans le pays, et même au bout de trois ans, pour ceux qui auront fait de gros efforts d'intégration, comme apprendre l'allemand. De plus, les travailleurs étrangers, non européens, **n'auront plus à renoncer à leur nationalité d'origine**, ce qui était un facteur dissuasif d'immigration pour beaucoup d'entre eux. Si rien n'est fait, le marché du travail pourrait perdre jusqu'à sept millions de personnes d'ici à 2035, selon l'Institut de recherche sur le marché du travail.

Un syrien de 29 ans, a été élu maire d'une petite commune allemande

Fils d'une enseignante du secondaire et d'un ingénieur agronome, il a grandi dans une famille druze, une minorité religieuse qui représente aujourd'hui environ 3% de la population syrienne. Il y a encore dix ans, il était étudiant en Syrie. Refusant de faire son service militaire et voulant fuir le conflit qui ravage son pays, il décide de le quitter, comme beaucoup d'autres, en 2015. Il rejoint le Liban puis gagne la Turquie. De là, il s'engage sur une petite embarcation à travers la mer pour gagner la Grèce, d'où il rejoint la route des Balkans. Une fois arrivé en Allemagne, le maire d'une petite ville voisine le remarque et lui propose un stage, puis une formation d'employé administratif qui débouche ensuite sur une embauche. Il obtient la nationalité allemande, prend sa carte chez les Verts même s'il s'est présenté comme candidat indépendant. Durant trois semaines, il a fait du porte-à-porte dans le village de 2 500 habitants pour convaincre les électeurs et lutter contre d'éventuels *a priori*. Le succès a été au rendez-vous même si une petite minorité l'a attaqué. Il prendra ses fonctions en juin 2023 pour mettre en place sa politique avec des priorités comme la petite enfance, les transports publics, la protection de l'environnement et la cohésion sociale. Son élection a fait réagir le ministre de l'Intégration qui a salué cette réussite. « *Je serais très heureux si [cette] élection encourage davantage de personnes ayant des antécédents migratoires à se présenter à des élections politiques* ». Pour le nouvel élu, est « *un signe de tolérance et d'ouverture au monde pour toute l'Allemagne* ».

AUTRICHE

"Nous informerons la Commission européenne dans les prochains jours que nous devons étendre les contrôles aux frontières" a annoncé le ministre de l'Intérieur autrichien, mardi 11 avril 2023 : prolongation pour 6 mois des contrôles aux frontières avec la Slovaquie et la Hongrie. La réintroduction de ces contrôles n'est autorisée, en théorie, que dans des circonstances exceptionnelles. La Cour de justice de l'UE (CJUE) avait critiqué l'année dernière les contrôles introduits depuis 2015 par certains États membres comme l'Autriche et la France, rappelant qu'ils ne devaient pas dépasser une durée de six mois. Le gouvernement autrichien justifie cette décision par une augmentation des arrivées illégales de migrants sur son sol. La route des Balkans occidentaux, via la Turquie, la Bulgarie, la Macédoine du Nord et la Serbie, reste la principale porte d'entrée dans l'UE pour les exilés.

BALKANS

La route des Balkans occidentaux se termine en Autriche, en Allemagne ou en Suisse notamment. Crédit : InfoMigrants



BULGARIE

Face à la hausse des demandes d'asile au sein de l'Union européenne (UE), Bruxelles veut une plus grande surveillance des frontières extérieures de l'UE et une hausse des procédures d'asile et de retour. Les Balkans sont particulièrement concernés par ces mesures car cette voie, de plus en plus empruntée pour venir jusqu'en Europe, est devenue la principale route migratoire vers l'UE avec une augmentation de 170 % des arrivées sur les dix premiers mois de 2022 par rapport à l'année précédente. La présidente de la Commission européenne indique au Conseil européen, prévoir une enveloppe de 600 millions d'euros pour le renforcement de la frontière entre la Bulgarie et la Turquie. "La Commission travaille avec les autorités bulgares pour finaliser l'évaluation des besoins [à la frontière]. Frontex a également examiné les besoins communs à toutes les frontières extérieures. [L'agence] devrait parvenir à des conclusions lors de son conseil d'administration la semaine prochaine, en identifiant les opérations clés pour le renforcement de la protection des frontières", a indiqué la responsable européenne dans une lettre. Mais ce projet de financement de surveillance de la frontière bulgare-turque a choqué des groupes de défense des droits humains. Car les migrants passés par la Bulgarie au cours de leur exil rapportent presque tous avoir subi des graves violences ainsi que des vols, des détentions illégales ou encore des refus de dépôts de demande d'asile. La Bulgarie n'est qu'une étape de la route des Balkans. Les exilés y pénètrent avec le projet de poursuivre leur trajet vers l'Europe de l'ouest. Lorsqu'ils sont arrêtés par la police sur le territoire bulgare, ils sont quasi-systématiquement violentés. De nombreux témoignages ont été documentés (Collectif Lighthouse, No Name Kitchen, etc) : Les policiers " nous ont ordonné de nous asseoir sur un bout de trottoir : ils ont pris nos téléphones, notre argent et nous ont dit de nous déshabiller pour vérifier qu'on ne cachait rien dans nos sous-vêtements. Au début, les garde-frontières ont commencé par les hommes. Une fois qu'ils avaient tout vérifié sur nous, on a pu se rhabiller et se rasseoir par terre [...] Puis, ils sont passés aux trois femmes. Elles ont dû se dénuder complètement. Les unes après les autres, elles ont été violées par les garde-frontières sous nos yeux". "Trois policiers bulgares cagoulés nous ont embarqués dans leur véhicule. Dans la forêt, ils ont pris nos vêtements, nos chaussures, notre argent avant de nous refouler en Turquie". La présidente de l'ONG Mission Wings Foundation, "les brutalités ont nettement augmenté" et les refoulements massifs sont courants en Bulgarie. Malheureusement, la situation dans le pays n'est pas sur le point de s'améliorer. La police bulgare, elle-même, dit avoir empêché 164 000 tentatives de passages en 2022, contre 55 000 un an plus tôt. Mais, Candidate à l'intégration dans l'espace Schengen, la Bulgarie a été recalée en février en raison de l'afflux de migrants à sa frontière. Une raison de plus de durcir sa gestion des frontières.

CHYPRE

Jeudi 30 mars 2023, 76 demandeurs d'asile sont arrivés dans l'Hexagone, dans le cadre d'un programme pilote sur la répartition des demandeurs d'asile au sein de l'Union européenne. *"L'acceptation par la France (de ce transfert) est perçue comme un soutien pratique et un geste de solidarité"* de la France avec Chypre, a salué le ministère chypriote des Affaires étrangères. Majoritairement originaires de Syrie et d'Afghanistan, ces personnes ont été transférées afin de soutenir les "pays membres faisant face à des défis croissants liés à l'immigration", selon le ministère. Une opération menée de concert entre l'Agence européenne pour l'asile (EUAA), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et les autorités françaises. Par ailleurs, 134 autres exilés ont été transférés en Allemagne, Bulgarie et Roumanie. Près de 5% des 915 000 habitants du pays sont des demandeurs d'asile, et environ 1 500 dossiers d'asile sont déposés chaque mois. Les 27 sont d'ailleurs en négociations actuellement pour mettre en œuvre une **réforme européenne de l'asile**. Cette dernière a passé une étape-clé mardi 28 mars 2023 avec le vote, par le Parlement, de plusieurs textes comme celui sur la solidarité entre États membres.

CROATIE – SLOVENIE - ITALIE

28 mars -17h30 : L'Italie, la Slovénie et la Croatie lancent une coopération trilatérale pour contrôler la migration illégale, ont annoncé le 28 mars 2023 les Premiers ministres de Croatie et de Slovénie. Le Premier ministre slovène a déclaré que la Slovénie et l'Italie n'allaient pas apporter une aide directe à la Croatie pour protéger la frontière car celle-ci relève de la compétence de la Croatie *« qui dispose de suffisamment de forces propres »*, mais plutôt d'une surveillance *« en profondeur »*, depuis la frontière jusqu'à la destination finale, est à l'étude. La coopération trilatérale, qui est la plus importante pour l'Italie en tant que pays de destination, pourrait être lancée très prochainement.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-demieres-info>

CROATIE

Vendredi 31 mars 2023, la Croatie a **déporté 93 exilés en Bosnie-Herzégovine**, qui ont été conduits sous escorte policière au camp de Lipa, dans le canton d'Una-Sava. La veille, 80 exilés avaient déjà suivi le même chemin. *« J'ai demandé au ministère de la Sécurité de Bosnie-Herzégovine, au Service des affaires avec les étrangers et au Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine des informations sur les migrants impliqués et la raison pour laquelle ils ont été déplacés de Croatie vers la Bosnie-Herzégovine »*, s'indigne le Premier ministre du canton d'Una-Sana, qui déclare ne pas avoir reçu de réponse. Selon lui, 400 exilés pourraient être renvoyés de Croatie en Bosnie-Herzégovine dans les prochains jours

Samedi 1^{er} avril 2023, la police croate a **arrêté** près de Lekenik, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Zagreb, une camionnette conduite par une ressortissante de Serbie, dans laquelle se trouvaient **sept ressortissants turcs**. Ce même jour, dans le comté de Karlovac, la police a arrêté un camping-car immatriculé en République tchèque et conduit par un ressortissant biélorusse de 25 ans, dans lequel se trouvaient **quatorze ressortissants turcs**, ainsi qu'une voiture immatriculée en Pologne conduite par un ressortissant ukrainien de 42 ans. Les deux hommes sont soupçonnés de s'être rendus près des frontières de la Bosnie-Herzégovine pour embarquer les candidats au départ.

Vendredi 31 mars, la Croatie a **déporté 93 exilés en Bosnie-Herzégovine**, qui ont été conduits sous escorte policière au camp de Lipa, dans le canton d'Una-Sava. La veille, 80 exilés avaient déjà suivi le même chemin. *« J'ai demandé au ministère de la Sécurité de Bosnie-Herzégovine, au Service des affaires avec les étrangers et au Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine des informations sur les migrants impliqués et la raison pour laquelle ils ont été déplacés de Croatie vers la Bosnie-Herzégovine »*, s'indigne le Premier ministre du canton d'Una-

Sana, qui déclare ne pas avoir reçu de réponse. Selon lui, 400 exilés pourraient être renvoyés de Croatie en Bosnie-Herzégovine dans les prochains jours. « *C'est une procédure régulière et c'est ce que nous faisons envers la Serbie et le Monténégro, selon l'accord avec ces pays, et ils les renvoient ensuite vers des pays qui les renvoient vers d'autres pays* », a néanmoins déclaré le, porte-parole du ministère de la Sécurité de Bosnie-Herzégovine. Cent exilés ont été à nouveau renvoyés en autocars lundi 3 avril 2023 de Croatie en Bosnie-Herzégovine, où la police les escortés jusqu'au camp de Lipa, dans le canton d'Una-Sana.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-info>

ESPAGNE

Les Canaries ont enregistré **une baisse de 63%** de **l'immigration irrégulière** au premier semestre 2023 par rapport à la même période en 2022. D'après le dernier bilan bimensuel du ministère de l'Intérieur publié lundi 3 avril 2023, entre le 1er janvier et le 31 mars 2023, 2 178 personnes sont arrivées dans l'archipel contre 5 940 personnes au premier trimestre 2022. Seules les arrivées irrégulières par voie maritime vers la péninsule ibérique et les Baléares ont augmenté de 15,7%. Les 15 et 16 mars 2023, le président du gouvernement des îles Canaries, s'est rendu au Maroc pour s'entretenir avec le chef du gouvernement marocain : "*De bonnes relations entre l'Espagne et le Maroc ont toujours un impact positif sur les Canaries. La volonté de s'accorder sur des enjeux communs permet, par exemple, de réduire l'immigration irrégulière*". Au niveau national, l'Espagne a enregistré au **premier semestre 2023** une baisse des entrées irrégulières de 51% par rapport à 2022 avec **4 287 arrivées**. 22 316 migrants sont arrivés illégalement aux Canaries en 2021, **contre 23 271 en 2020**. Cette amélioration est le fruit de nouveaux accords signés en avril 2022 entre le roi du Maroc et le Premier ministre espagnol, pour **renforcer les contrôles à la frontière marocaine**. Cette rencontre a marqué la fin de la brouille diplomatique qui opposait le Maroc et l'Espagne depuis plus d'un an sur la question du Sahara occidental. L'Union européenne préparait en août 2022 un financement de 500 millions pour le Maroc, afin de soutenir le pays dans le contrôle de ses frontières.

GRECE

En pleine campagne électorale, le Premier ministre grec s'est rendu dans la région de **P'Evros**, du nom de ce fleuve qui marque, au nord de la Grèce, la frontière terrestre avec la Turquie. Il y a signé un document confirmant la volonté d'Athènes de doubler la taille d'une longue clôture métallique, qui mesure actuellement 37,5 km et qui ne cesse de s'allonger depuis le début de sa mise en place en 2012. Les barbelés ont permis d'empêcher l'entrée illégale de 260 000 migrants en 2022 et a favorisé l'arrestation de 1 500 trafiquants. À terme, le mur d'acier devrait parcourir 120 km le long de la démarcation avec le sol turc.

Le Parlement européen a une nouvelle fois rejeté sans surprise la demande de financement de ce mur par l'Europe. Un mur qui a déjà coûté des dizaines de millions d'euros à la Grèce et dont l'extension est évaluée à environ 100 millions d'euros. Par le passé, Bruxelles a qualifié cette clôture de « *mesure à court terme* » qui n'apportait pas de « *réponse structurelle* » à la question migratoire. Ce nouveau refus européen permet au premier ministre de rappeler que **ce mur sera construit quoi qu'il arrive**, même si c'est « *avec des fonds nationaux* ». « *Nous contribuons à la sécurité européenne et nous contribuons également à une politique d'asile européenne [...] plus efficace* ». Pour l'opposition grecque, à un mois et demi des élections législatives, le Premier ministre cherche ainsi principalement à **séduire l'électorat proche de l'extrême droite**, en affichant une nouvelle fois une image de fermeté en termes de politique migratoire.

Vendredi 31 mars 2023, la police grecque a annoncé **avoir interpellé plus de 40 personnes** soupçonnées d'appartenir à un réseau qui a fait passer plus de 2 300 migrants à travers les

frontières du pays. Cinquante-cinq autres personnes sont suspectées d'être liées à **ce réseau**. Le groupe menait des opérations depuis Athènes et Thessalonique. Il disposait de quatre ateliers de faussaires et de 12 appartements servant à cacher les migrants. Le réseau a fourni plus de 2 500 faux papiers. Les passeurs faisaient payer jusqu'à 10 000 euros par personne pour traverser les frontières. Ils sont soupçonnés d'avoir encaissé plus de neuf millions d'euros depuis la mi-2022.

Le programme volontaire des États membres de l'Union européenne visant à **accepter des enfants migrants non accompagnés en provenance de Grèce** a officiellement pris **fin** mardi 28 mars 2023. Quinze mineurs de Somalie, de Gambie et du Pakistan sont montés à bord d'un avion à Athènes à destination de Lisbonne, au Portugal, portant le nombre total d'enfants migrants relocalisés dans le cadre du programme à 1 368 dans 16 pays depuis 2020, ont déclaré des responsables à Athènes.

La Grèce a approuvé mercredi 29 mars 2023 une **loi prolongeant la durée des permis de séjour pour les enfants migrants** nés et élevés dans le pays. Les migrants de deuxième génération nés en Grèce ont désormais le droit de recevoir des permis de séjour de 10 ans, contre un maximum de cinq ans auparavant. La nouvelle loi modifie les règles d'entrée pour les citoyens de pays tiers afin de couvrir les pénuries de main-d'œuvre nationale, telles que les travailleurs saisonniers. Certaines catégories de travailleurs résidant déjà en Grèce seront également autorisées à changer de lieu de résidence. Le ministre des Migrations a déclaré que la législation contenait « *des procédures efficaces pour faire face aux défis de la migration, en tenant compte des besoins de l'économie et de la société grecques et pour dissuader la migration illégale.* »

Le 8 avril 2023, les autorités grecques ont annoncé **la fermeture du camp** de Lavrio, dans le sud de l'Attique, à une soixantaine de kilomètres d'Athènes. Les baraquements de ce camp, construit à la fin des années 1940, seraient en effet particulièrement fragiles en cas de risque sismique. La mairie tire depuis longtemps la sonnette d'alarme, alors que l'Etat s'est quasiment désengagé de la gestion du camp, laissé à quelques ONG. Ce camp a accueilli des exilés fuyant l'Union soviétique puis, depuis 1989, des réfugiés kurdes de Turquie. Sa fermeture est aussi réclamée par Ankara, qui estime qu'il s'agissait d'un « *camp d'entraînement de terroristes* ». Sur les 150 personnes qui se trouvaient encore dans le camp, une centaine ont déjà été transférées dans d'autres centres.

Selon Aegean Boat Report, les garde-côtes grecs ont procédé à **60 refoulements illégaux** au cours du mois de mars en mer Égée, empêchant 1590 exilés de déposer une demande d'asile.

Bien qu'il ait annoncé que les arrivées de demandeurs d'asile diminuaient en Grèce, le ministère de la Migration et de l'Asile a déclaré lundi 3 avril 2023 que le nombre d'enfants et d'adolescents migrants non accompagnés dans le pays restait élevé. Les derniers chiffres donnent un record de **2219 mineurs non accompagnés**.

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20230401-le-premier-ministre-grec-veut-doubler-la-taille-d-un-mur-%C3%A0-la-fronti%C3%A8re-avec-la-turquie>

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-demieres-info>

IRELANDE

Depuis le début de l'année, **l'hostilité envers les réfugiés** gagne du terrain à Dublin comme dans de nombreuses autres villes d'Irlande. Dernier événement en date : le blocage, le 24 mars 2023, d'un bus à l'entrée du centre d'accueil Columbus Barracks à Mullingar (à 80 km de Dublin), où le ministère de l'Intégration avait annoncé que 120 demandeurs d'asile seraient hébergés. "*Sortez de notre ville*", "*Vous n'entrerez pas*", furent quelques-uns des slogans criés pendant le rassemblement. Quelques heures après le rassemblement, le bus transportant les exilés a finalement réussi à entrer sur le site. Mais le soir, la police a dû intervenir pour escorter les camions livrant les repas. Deux jours plus tard, un groupe de militants anti-migrants a également bloqué l'accès à l'aéroport de Dublin, munis de pancartes. "*Pas de passeports, pas d'entrée en Irlande*", "*Nous sommes la majorité silencieuse*". Déjà plus de 60 rassemblements ont eu lieu depuis début 2023. Pour page25

ne rien arranger, des rumeurs de violences et de sévices sexuels commis par des réfugiés sur des Irlandais ont participé à mettre le feu aux poudres. Le 7 février, à Dublin, plus de 2 000 personnes sont descendues dans la rue sous le slogan : "*L'Irlande est pleine à craquer*". Pourtant, en 2022, il y eut un grand mouvement de solidarité : 70 000 ukrainiens (sur 5 millions d'habitants) furent accueillis. En 2022, le pays a reçu au total un peu plus de 13 000 demandes d'asile (en plus des 70 000 réfugiés ukrainiens) contre 2 700 dossiers au total en 2021. "*Il y a eu une hausse du nombre de demandeurs d'asile non ukrainiens qui ont profité de la vague de sympathie envers les Ukrainiens pour entrer dans le pays*". A l'heure où le pays traverse une grave crise du logement, avec des loyers qui ne cessent de grimper, cette hausse des arrivées de migrants passe mal auprès d'une partie de la population. Au mois de janvier 2023, le gouvernement irlandais a annoncé que les structures d'accueil du pays étaient arrivées à saturation. Et que **les nouveaux demandeurs d'asile seraient logés... à la rue**. "*En raison de la pénurie nationale de logements disponibles [...] en particulier [pour] les hommes célibataires, [...] il n'est plus possible de fournir un abri d'urgence aux adultes car le centre de transit a maintenant atteint sa capacité*", a expliqué le gouvernement. À l'heure actuelle, le Citywest Transit Hub (sas d'accueil des migrants en Irlande) accueille 52 800 Ukrainiens et 19 000 demandeurs d'asile d'autres nationalités. La construction de 200 modules préfabriqués est en cours pour agrandir le centre. Mais ceux-ci ne seront prêts qu'au printemps. Pour le Conseil irlandais pour les réfugiés. "*Il s'agit d'une situation extrêmement alarmante et sans précédent qui entraînera probablement une crise humanitaire*". Ces **rassemblements anti-migrants** émanent d'"*un sentiment d'urgence et de crise*", alimenté par "*une minorité bruyante qui emprunte les tactiques d'agitation éprouvées ailleurs sur le continent [européen]*". Le piège, poursuit la journaliste dublinoise, "*serait de prendre pour argent comptant l'argument de l'extrême droite selon lequel leurs opinions seraient partagées par une majorité silencieuse. Même en période de tension majeure autour de la migration en Europe, des enquêtes [...] ont montré que de fortes majorités de gens étaient en faveur de l'accueil de réfugiés fuyant la guerre et la violence*". À Dublin, entre 20 000 et 50 000 personnes ont défilé contre le racisme et en faveur d'une "*Irlande pour tous*", samedi 18 février 2023 - soit 10 fois plus que pour la manifestation anti-réfugiés du 7 février 2023. "*Les immigrés sont une partie essentielle du talent qui nous sert*". "*Dans un pays qui vieillit plus vite qu'il ne procrée, chaque immigré en âge de travailler est un précieux créateur de richesse*". La cheffe du bureau irlandais pour le HCR, rappelle que l'île a les capacités de mener une politique d'accueil. "*Je pense que le danger réside dans la couverture médiatique de ces derniers mois et dernières semaines. Elle donne l'impression au grand public que nous vivons quelque chose d'inhabituel que d'autres pays ne connaissent pas, et que nous ne pouvons pas gérer*", il n'y a aucune raison pour laquelle nous ne pouvons pas gérer [cette crise du logement]. *Nous avons suffisamment de ressources, nous avons suffisamment de terres. C'est donc vraiment une question de mise en œuvre, de planification et de coordination appropriées*".

ITALIE

Jeudi 23 mars 2023, les **garde-côtes ont porté assistance** à environ 750 migrants en difficulté en mer, lors de deux opérations distinctes. Près de **300 personnes** ont d'abord été secourues alors qu'elles se trouvaient sur un bateau de pêche **intercepté à 167 kilomètres du littoral** de la région de Calabre. Dans un second temps, les sauveteurs ont porté secours à **450 exilés** entassés sur un autre bateau de pêche à **185 kilomètres** au large de la Sicile. Les opérations de secours font l'objet d'une surveillance accrue par les garde-côtes italiens depuis le naufrage d'une embarcation de migrants, le 26 février 2023 au large de la Calabre, où au moins 88 personnes y ont trouvé la mort, tandis que plus d'une dizaine d'autre sont toujours portées disparues. Les sauvetages de jeudi se sont déroulés au moment même où les chefs d'État français et italien se rencontraient à Bruxelles.

Lampedusa

Mardi 28 mars 2023, deux habitants et une touriste ont retrouvé la dépouille d'une femme,

coincée entre des rochers au Cap Grecale, au nord-est de l'île italienne de Lampedusa. Tout au long de la journée, les pompiers et des membres de la garde-côtière ont tenté de récupérer le corps, en vain. L'Italie est, cette année, le premier pays d'arrivée des exilés dans l'Union européenne. **Depuis janvier 2023, plus de 20 000 personnes ont débarqué** dans le pays, dont une majorité à **Lampedusa**, selon l'Organisation internationale des migrations (OIM). Au moins 12 000 d'entre elles ont pris la mer depuis la Tunisie, contre 1 300 au cours de la même période en 2022. Une situation qui désespère le maire de l'île. *"J'ai perdu le compte des morts. Je suis maire depuis six mois et j'ai déjà réceptionné au moins 40 morts. Ce n'est pas normal, presque chaque semaine nous récupérons des cadavres".* *"La situation est en train de devenir vraiment dramatique. L'Europe doit faire quelque chose, le gouvernement doit faire quelque chose."* Aucun chiffre officiel ne permet de faire le lien entre les propos du président tunisien et une éventuelle recrudescence des départs de migrants vers l'Europe. Mais les dernières interceptions en mer montrent que les Subsahariens sont plus nombreux que les Tunisiens dans les navires de fortune qui partent vers Lampedusa.

La Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a rendu son verdict jeudi 30 mars 2023 et **a condamné l'Italie** pour *"traitements dégradants"* sur quatre migrants, rétention *"dépourvue de base légale claire"*, et *"expulsions collectives"* sans appréciation individuelle. La Cour exhorte Rome à verser **8 500 euros à chacun** des requérants pour *"dommage moral"*. L'instance avait été saisie en 2017 par quatre Tunisiens ayant tenté de traverser la Méditerranée. Secourus par un navire italien, ces migrants avaient été transférés sur l'île italienne de Lampedusa où ils disent avoir subi des traitements *"inhumains et dégradants"*, avant d'être renvoyés *"de force"* en avion vers la Tunisie. Lors de l'audience, le gouvernement italien n'a pas contesté les accusations portant sur les conditions de vie et les traitements infligés aux migrants à Lampedusa, accusations *"corroborées par des sources indépendantes nationales et internationales"*, a souligné la CEDH. Rome n'a pas non plus démontré qu'une procédure d'expulsion avait effectivement été engagée avant le refoulement des exilés. Ainsi, leur rétention était *"dépourvue de base légale claire"*, ce qui les a empêchés de contester leur détention devant un tribunal. Les magistrats européens rappellent, en outre, l'interdiction des expulsions collectives d'étrangers et notent que dans cette affaire, les situations particulières des personnes concernées n'ont pas été examinées *"séparément"*. Pour deux des quatre migrants, les décrets d'expulsion adoptés *"étaient stéréotypés et ne contenaient aucune information individuelle"*, souligne la Cour.

L'amélioration des conditions météorologiques fait craindre une recrudescence des débarquements qui provoquerait un engorgement à **Lampedusa**, dont **le seul centre** de l'île a une capacité totale de seulement **400 places**. Le nombre d'arrivées a bondi de 300% cette année. Depuis janvier 2023, plus de 25 000 personnes ont débarqué sur ce rocher de 20 km², contre 6 700 à la même période en 2022. Une augmentation, observée en plein hiver, qui inquiète les autorités. La semaine dernière, la Première ministre a affirmé au Conseil européen qu'au total cette année *"900 000 personnes arriveront en Italie"*. L'exécutif ne veut pas revoir le centre de Lampedusa complètement saturé. L'été dernier, la structure avait dû héberger plus de 1 800 personnes au même moment. Le gouvernement envisage de déployer des navires et des avions militaires pour vider le hotspot et envoyer les exilés vers d'autres régions. Il prévoit également un examen accéléré des demandes d'asile afin de faciliter les procédures de rapatriement vers des pays sûrs. Il est aussi envisagé d'augmenter les places en centre de rétention du pays pour renforcer les expulsions des personnes non éligibles à l'asile. L'exécutif souhaite la création d'un centre dans chaque région du pays. Il a plaidé à plusieurs reprises pour un soutien de l'Union européenne dans la répartition des migrants entre États membres. L'Italie a également appelé le 24 mars 2023, à soutenir l'économie tunisienne. Le commissaire européen à l'économie, s'est rendu en Tunisie quelques jours plus tard pour rencontrer le président tunisien. À l'issue de cette visite, le responsable européen a affirmé que la Commission est *"prête à envisager une aide macro-financière supplémentaire si les conditions nécessaires sont réunies. La première est l'adoption par le FMI d'un nouveau programme de décaissement"*. *"Il existe de nombreux intérêts communs entre l'UE et la Tunisie, par exemple la*

gestion des flux migratoires vers l'Europe. Dans ce contexte, je me félicite des contacts qui ont été renoués entre la Commission et les autorités tunisiennes. Nous souhaitons continuer dans cette dynamique de coopération : la Tunisie ne sera pas laissée seule".

L'ONG Human Rights Watch a appelé mardi les autorités italiennes à trouver des solutions pour les **10 000 migrants qui travaillent dans les champs agricoles** du pays. Ils vivent dans des fermes, des baraques, des tentes ou des caravanes ; sont contraints de dormir en Italie dans des bidonvilles, faits d'abris de fortune construits avec des morceaux de tôle ou des bâches Human Rights Watch (HRW) a demandé mardi 4 avril 2023 aux autorités italiennes de trouver des solutions pour améliorer les conditions de vie de ces travailleurs étrangers, employés dans le secteur agricole. *"Dans la plupart des campements informels où ils vivent, les migrants n'ont pas accès à l'eau courante, à des toilettes, au gaz, au chauffage ou à l'électricité"*. Un rapport publié en juillet 2022 révélait qu'environ 150 camps de ce type étaient disséminés dans tout le pays. Le phénomène touche principalement le sud de l'Italie mais concerne l'ensemble du territoire national. Ces exilés, dont la majorité est sans-papiers, *"sont contraints de travailler de longues heures" dans les champs du pays "dans des conditions épuisantes, payés des salaires scandaleusement bas* ». De plus, ils se retrouvent à la merci des caporali, des Africains installés depuis des années en Italie qui possèdent des fourgonnettes où ils entassent les travailleurs. Ils sont les intermédiaires entre les migrants et les propriétaires des exploitations agricoles. Un système qui favorise l'esclavage moderne. Le gérant du domaine *"paye au capo 7 ou 8 euros par caisse [de 300 kg], lui donne seulement la moitié. Je dois aussi payer 5 euros au capo pour le voyage quotidien jusqu'au champ. C'est l'arnaque"*, un travailleur récoltait des tomates en échange de 3,50 euros par caisse. Pour tenter de répondre au problème, maintes fois dénoncé par des ONG, les autorités locales ont construit, avec des fonds de l'Union européenne, des camps d'habitations temporaires connus sous le nom de "foresterie". Ils consistent en une forêt **de conteneurs en préfabriqués** où s'entassent quatre personnes dans chaque structure. *"Des centaines de travailleurs sont logés dans un espace restreint, généralement avec des toilettes et des installations de lavage insuffisantes"*. Ces nouvelles habitations, généralement construites à côté de campements informels, sont en réalité devenues une extension des bidonvilles. *"Ces dispositifs d'urgence sont inefficaces et contre-productifs. Ils ne font rien pour remédier à la ségrégation systématique des travailleurs migrants et aux violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux, ni pour faciliter leur intégration sociale"*. L'ONG demande à Rome de construire des *"logements dignes et indépendants"*, qui permettraient de *"favoriser leur inclusion et leur intégration sociales"*. Depuis 2016, au moins 14 personnes sont mortes dans ces bidonvilles en raison des conditions insalubres. Le dernier décès date de mi-janvier 2023, dans la région des Pouilles. Un couple de migrants africains a péri dans l'incendie de sa cabane. Ils avaient allumé un feu pour se protéger du froid pendant leur sommeil.

Depuis janvier 2023, plus de **20 000 personnes ont débarqué** dans le pays, dont une majorité à Lampedusa, selon l'Organisation internationale des migrations (OIM). Au moins 12 000 d'entre elles ont pris la mer depuis la Tunisie, contre 1 300 au cours de la même période en 2022.

Les garde-côtes italiens procèdent mardi 11 avril 2023 au sauvetage de **1 200 migrants en mer Méditerranée**. Une première embarcation de 400 personnes est escortée par les autorités vers la terre ferme, mais elle commence à prendre l'eau. *"La situation reste dramatique, il y a des urgences médicales à bord et l'eau commence à beaucoup s'infiltrer dans le navire"*, explique le coordinateur de la plateforme de secours Alarm Phone. *"Et il n'y a plus du tout d'essence à bord"*. Des dizaines d'enfants sont à bord et au moins une femme enceinte demande à être évacuée d'urgence. Ils étaient partis de Tobrouk, à l'est de la Libye. Dans la journée de lundi 10 avril 2023, l'ONG Sea Watch avait indiqué qu'un navire marchand se trouvant dans la zone avait pu fournir un peu de carburant et de l'eau au bateau, mais que **les autorités de Malte lui avaient ordonné de ne pas procéder à un**

sauvetage. La seconde de 800 personnes est surchargée. On compte de nombreux enfants et femmes à bord. L'embarcation se trouve actuellement à plus de 190 kilomètres au sud-est de Syracuse, en Sicile. Trois bateaux de patrouille et un navire marchand, sous la coordination du "Nave Peluso", navire des garde-côtes italiens, sont engagés dans les opérations de secours. Un porte-parole des garde-côtes a estimé que plusieurs heures seront nécessaires pour mener à bien les deux opérations de sauvetage en raison des conditions difficiles, et notamment de la longue distance de la côte et du surpeuplement des embarcations. *"Les départs depuis l'est de la Libye sont plus fréquents depuis le début de l'été"*, a précisé le chef de mission Libye auprès de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). La majorité des candidats à l'exil y sont Égyptiens et Bangladais et arrivent depuis l'Égypte voisine. *"C'est moins risqué pour eux de prendre la mer rapidement après être arrivés dans le pays"*. Ils n'ont pas à traverser la Libye, ils s'exposent donc moins à des risques d'arrestations, de tortures, ou encore de détentions. Et, dans l'est de la Libye, les interceptions en mer sont encore rares.

Face à la forte hausse des arrivées de migrants sur les côtes italiennes ces derniers mois, Rome a réagi en annonçant, mardi 11 avril 2023, **l'instauration de l'état d'urgence** dans le pays pour une durée de six mois. Le gouvernement prévoit de nommer un commissaire spécial chargé de gérer le dossier. Un fonds de **cinq millions** d'euros doit également être créé, notamment pour permettre de **"décongestionner" le centre d'accueil surpeuplé de Lampedusa**. Les autorités entendent également mettre en place *"de nouvelles structures, adaptées à la fois à l'hébergement, au traitement et au rapatriement des migrants qui ne remplissent pas les conditions requises pour rester en Italie"*. L'annonce de l'état d'urgence a fait réagir de nombreux observateurs car l'exécutif est très régulièrement pointé du doigt pour sa gestion inhumaine de la migration et le manque de moyens alloués aux régions du sud du pays pour organiser les arrivées. *"[L'état d'urgence] va autoriser le gouvernement d'extrême droite de Meloni à rapatrier rapidement ceux qu'elle considère comme étant des migrants illégaux. Cela va voir des conséquences dévastatrices en termes de droits humains"*, pour la directrice associée de l'Atlantic Council en charge de l'Afrique du Nord. *"Depuis des années, des ONG présentes dans le sud du pays ont demandé de l'aide pour faire face aux conditions de vie inhumaines dans les centres d'hébergement. Mais rien n'a été fait"*, elle recommande plutôt d'*"améliorer le système d'asile italien"* et de *"s'attaquer aux défis de l'intégration pour normaliser la cohabitation entre la population et les migrants"*. *"Soyons clairs, [l'état d'urgence] ne résoudra pas le problème, la solution ne peut qu'être liée à une intervention réfléchie et responsable de l'Union européenne"*, a déclaré le ministre de la Protection civile et des politiques maritimes. Selon les chiffres du ministère italien de l'Intérieur, quelque **31 000 personnes ont débarqué à Lampedusa depuis le début de l'année**, contre environ 8 000 à la même période lors des deux années précédentes. Mardi 11 avril 2023, 1 600 migrants se trouvaient encore dans le centre d'hébergement de Lampedusa. Les autorités espéraient que le retour d'une météo clémente permettrait le transfert de 400 personnes hors de l'île. **Le nombre de migrants** prenant la route de la Méditerranée centrale pour tenter de rejoindre l'Europe ne semble pas près de diminuer

VATICAN

La 109ème **journée mondiale du migrant** et du réfugié, qui se tiendra le **24 septembre** 2023, le Pape François a choisi (21 mars 2023) le thème « **Libres de choisir entre migrer ou rester** ». L'objectif est de promouvoir une nouvelle réflexion sur un droit qui n'a pas encore été codifié au niveau international : « **le droit de n'avoir pas à émigrer** – en d'autres termes – *le droit de pouvoir rester sur sa terre* ». La nature forcée de nombreux flux migratoires actuels oblige à un examen attentif des causes des migrations contemporaines, indique le communiqué, soulignant que le droit de rester est antérieur, plus profond et plus vaste, que le droit d'émigrer. « *Il inclut la possibilité de participer au bien commun, le droit de vivre dans la dignité et l'accès au développement durable, autant de droits qui devraient être effectivement garantis dans les nations d'origine grâce à un véritable exercice de coresponsabilité de la part de la communauté internationale* ». « *L'histoire*

nous enseigne que la contribution des migrants et des réfugiés a été fondamentale pour la croissance sociale et économique de nos sociétés ».

" François répond " *répond à des questions de jeunes hispanophones, âgés de 20 à 25 ans, presque tous éloignés de l'Église. Un documentaire de 83 minutes réalisé par ses Espagnols sort le 5 avril 2023 sur la plateforme de streaming Disney+.*

A propos du drame mondial des migrations, et le Pape en profite pour dénoncer à la fois **l'exploitation des personnes dans les pays de départ et le manque de moralité de ceux qui ne les accueillent pas.** *« Cela arrive aujourd'hui, cela arrive aux frontières de l'Europe, et parfois avec la complicité de certaines autorités qui les renvoient. Il y a des pays en Europe, je ne veux pas les nommer pour ne pas créer un cas diplomatique, qui ont des petites villes ou des villages presque vides, des pays où il n'y a que vingt personnes âgées et des champs incultes. Et ces pays, qui connaissent un hiver démographique, n'accueillent même pas les migrants ».* Derrière tout cela se cache une conscience sociale colonialiste qui favorise l'exploitation, et une culture de l'esclavage dissimulée par **des politiques migratoires qui ne cherchent ni à accueillir, ni à accompagner, ni à promouvoir, ni même à intégrer le migrant.** Les jeunes font remarquer au Pape que l'Église a collaboré et s'est servie de ce colonialisme dans le passé. Il répond que, tout en ayant honte, il faut toujours accepter sa propre histoire, et que ce critère lui a permis de nettoyer le Vatican de la mondanité spirituelle qu'il a parfois trouvée, mais qui continue à s'infiltrer. *« La réforme de l'Église doit commencer de l'intérieur, et l'Église doit toujours être réformée, toujours, parce qu'au fur et à mesure que les cultures progressent, les besoins changent ».*

EUROPE

ROYAUME-UNI

Un ancien pilote de l'armée de l'air afghane risque de se faire expulser vers le Rwanda pour être entré au Royaume-Uni de manière irrégulière, sait-on depuis dimanche 26 mars 2023. Bien que le projet soit encore en suspens, dans l'attente de la décision de la cour d'appel. Mais si la justice valide ces expulsions, le lieutenant afghan risque de voir sa demande d'asile traitée par le Rwanda. Et ce, malgré son aide à l'armée britannique : le pilote a pris part à une trentaine de missions contre les Talibans au sein de la coalition internationale. Ses supérieurs avaient alors loué son action et l'avait qualifié de "patriote pour sa nation". Ses activités lui ont valu d'être menacé par les Taliban, à leur retour au pouvoir en août 2021. Des mois plus tard, l'homme estime avoir été "abandonné" par les autorités britanniques qui avaient pourtant promis aux Afghans ayant collaboré avec eux de les aider à quitter le pays au retour des Taliban. L'ancien chef des forces britanniques en Afghanistan, a estimé que de nombreuses personnes avaient été laissées pour compte. *"La situation doit être très difficile pour eux et nous devrions - je crois - faire tout ce que nous pouvons pour les aider "*. Le pilote a cherché des solutions légales pour quitter son pays et se réfugier au Royaume-Uni mais, devant l'absence de solution, il a fini par emprunter des routes irrégulières et traverser la Manche par bateau. *"Les forces américaines et britanniques nous ont oubliés. Nous avons travaillé avec eux et nous les avons aidés comme s'ils étaient nos frères. Nous ne sommes pas Taliban, nous ne sommes pas Isis [Organisation État islamique], alors pourquoi nous abandonnent-ils ainsi ?"*. Selon lui, il ne serait pas le seul à se trouver dans cette situation. De nombreux autres anciens militaires afghans connaissent le même sort. *"Chaque jour, ils menacent de nous envoyer au Rwanda ou dans notre pays d'origine. Je ne sais pas ce que nous devrions faire". "Il était impossible pour nous d'attendre l'aide des forces britanniques et américaines"*. Logé dans un hôtel pour demandeurs d'asile par le Home office (équivalent du ministère de l'Intérieur), le pilote a découvert dans un email qu'il pouvait être concerné par les expulsions vers le Rwanda en raison de son parcours d'exil. Dans ce courrier, le Home office lui indique que son passage par l'Italie, la Suisse et la France pourrait avoir *"des conséquences sur le traitement de sa demande d'asile par le système britannique"*. Londres a déjà

permis à plus de 11 000 personnes de quitter l'Afghanistan via le mécanisme ARAP (pour Afghan relocations and assistance policy) dédié aux Afghans ayant combattu avec les Britanniques mais **quelque 4 300 personnes** concernées par ce programme **attendent toujours d'être relocalisées**.

Le gouvernement britannique a présenté, mardi 29 mars 2023, un nouveau plan pour transférer **les Afghans - venus après la chute de Kaboul** à l'été 2021 - depuis leurs hôtels vers des logements stables. *"Nous avons trop de personnes dans les hôtels, et nous voulons qu'elles soient réintégrées dans la société britannique. C'est aussi simple que ça"*. Près de 18 mois plus tard, environ 9 000 vivent toujours dans des logements temporaires. Le gouvernement britannique va insister sur deux aspects : débloquer des fonds (35 millions de livres) pour que les **collectivités locales appuient les recherches de logements** pour les Afghans et leur proposer un logement stable. *"Les hôtels ne sont pas l'endroit idéal pour les réfugiés, mais le fait que des milliers d'Afghans y soient restés pendant des mois est une conséquence de la mauvaise gestion du gouvernement et de son incapacité à travailler en partenariat avec les municipalités (...) pour trouver un logement convenable"*. *"Ils ont gaspillé l'argent des contribuables dans des hôtels, maintenu la vie des réfugiés afghans dans les limbes, causé des dommages incalculables à leur bien-être mental"*. La deuxième partie de ce plan prévoit **qu'une seule et unique offre de transfert** pourra être proposée à chaque ménage. *"Quand une offre d'hébergement sera refusée, il n'y en aura pas d'autre"*. *"À une époque où les contribuables et le marché du logement sont soumis à de nombreuses pressions (...) ces mesures représentent une offre généreuse. Et en échange de cela, nous attendons des familles qu'elles s'aident elles-mêmes"*. En cas de refus, aucune autre solution alternative de logement ne sera proposée. De nombreux migrants afghans pourraient donc se retrouver contraints de déménager, malgré les ruptures au niveau de l'emploi ou dans la scolarisation des enfants que cela implique. Ce plan constitue seulement une aide, pas une garantie. Si les personnes ne trouvent pas de solution de logement fixe par elles-mêmes, grâce à l'aide des collectivités, ni via l'offre de l'État, alors elles se retrouveront dans l'impasse. Le gouvernement britannique souhaite que les transferts s'effectuent avant la fin de l'année. Certaines associations britanniques de défense des droits humains craignent donc des **remises à la rue**. *"Nous sommes profondément préoccupés par de nombreux aspects de ces plans, en particulier le risque qu'il puisse conduire à ce que des personnes qui ont fui les Taliban en Afghanistan se retrouvent sans abri et sans ressources dans les rues"*. Le gouvernement choisit désormais de *"jeter ces familles afghanes dans le désert de l'itinérance, dans le pays où elles ont été amenées, non par choix mais par nécessité"*. Des centaines d'Afghans, dont 150 enfants, qui sont actuellement hébergés dans le quartier londonien de Kensington ont été informés qu'ils devaient déménager, cette semaine, dans le Yorkshire, comté du nord de l'Angleterre situé à environ 300 km de là. Pris au dépourvu, ils ont refusé de bouger.

Le gouvernement britannique a déclaré mercredi 29 mars 2023 qu'une partie des **demandeurs d'asile** allait désormais être hébergée dans **des bases militaires désaffectées**, voire des **bateaux**, afin d'alléger le coût de l'installation des demandeurs d'asile dans les hôtels. Intervenant au Parlement, le secrétaire d'État à l'Immigration a estimé que le coût de cet hébergement représentait 2,3 milliards de livres sterling (2,6 milliards d'euros) par an pour les contribuables britanniques. En décembre 2022, le Premier ministre a annoncé qu'il voulait réduire de moitié la facture de l'hébergement des demandeurs d'asile. Dans l'espoir de contrer les réticences locales, le secrétaire d'État à l'Immigration a souligné que les nouveaux lieux seraient gardés en permanence. Ces déclarations n'ont pas manqué de faire réagir les organisations d'aide aux migrants. Le Refugee Council s'est dit *"profondément préoccupé par les projets du gouvernement"*, jugeant les solutions annoncées *"totalement inadaptées"* au besoins des demandeurs d'asile. De son côté, la Croix-Rouge britannique s'inquiète de l'impact psychologique de ces déplacements sur les migrants : *"Les sites militaires, par leur nature même, peuvent traumatiser de nouveau des gens qui ont fui la guerre et les persécutions"*. L'an dernier, plus de 45 000 migrants ont atteint les côtes anglaises en traversant la Manche à bord de petites embarcations, ce qui a contribué à submerger le système d'asile britannique. *"Nous ne pouvons pas risquer de devenir un aimant pour les millions de gens qui sont déplacés"*

chaque année et qui cherchent de meilleures perspectives économiques". "Il ne serait pas nécessaire d'utiliser des bases militaires et des hôtels si les cas étaient traités rapidement et efficacement", a répondu le Refugee Council. En effet, près de 150 000 demandes d'asiles seraient actuellement bloquées dans les arcanes de l'administration britannique.

Londres a ajouté mercredi à son arsenal controversé de lutte contre l'immigration illégale le recours à **une barge** à quai dans un port anglais **pour héberger 500 demandeurs d'asile**, afin de réduire les coûts, dissuader les traversées de la Manche et "réduire au minimum les perturbations pour la population locale". Le gouvernement britannique a annoncé, mercredi 5 avril 2023, son intention de recourir à une barge à quai dans un port anglais pour héberger 500 demandeurs d'asile. Le premier ministre a vanté une solution pour "économiser de l'argent et réduire la pression sur les hôtels", approche "sensée" et "juste". Selon le gouvernement, héberger des migrants à l'hôtel coûte six millions de livres sterling par jour (6,84 millions d'euros), 2,3 milliards de livres sterling (2,6 milliards d'euros) par an. C'est une "étape importante" dans cette promesse "d'arrêter les bateaux". La barge, nommée "Bibby Stockholm", sera amarrée dans le **port de Portland**, dans le sud de l'Angleterre, et opérationnelle pendant 18 mois. Elle pourra "héberger environ 500 hommes pendant que leur demande d'asile est examinée". Elle offrira des "installations basiques et fonctionnelles", soins et sécurité 24 heures sur 24 à bord, "pour réduire au minimum les perturbations pour la population locale". Vertement critiqué pour ce projet récemment évoqué par le secrétaire d'État à l'Immigration, le gouvernement souligne que cette solution a été utilisée aux Pays-Bas, mais aussi en Écosse, pour accueillir des réfugiés ukrainiens. "Le recours à de coûteux hôtels pour héberger ceux qui font des voyages inutiles et dangereux doit cesser". "Nous n'élèverons pas les intérêts des migrants dans l'illégalité au-dessus de ceux des Britanniques que nous sommes élus pour servir". "Nous devons utiliser des options d'hébergement alternatives, comme le font nos voisins européens, y compris l'utilisation de barges et ferries pour économiser aux contribuables britanniques de l'argent et empêcher que le Royaume-Uni ne devienne un aimant" pour les demandeurs d'asile. Cette annonce a suscité l'opposition de la collectivité locale concernée et d'associations de défense des droits de l'Homme. "Confiner des centaines de personnes à l'isolement sur une barge n'est qu'un peu plus du théâtre que le gouvernement a créé pour masquer sa mauvaise gestion patente du système d'asile", a dénoncé le responsable de la section réfugiés et droits des migrants chez Amnesty International UK. Dénonçant la "cruauté" du projet, il a **demandé son abandon**. Le directeur du Refugee Council, a étrillé une initiative "totalement inappropriée", loin d'apporter "le respect, la dignité, le soutien" que méritent les demandeurs d'asile. La semaine dernière, le gouvernement a annoncé que **deux sites militaires désaffectés seraient aussi utilisés**. Le projet, qui suscite critiques d'associations et inquiétude chez les élus locaux, vise à terme à accueillir des milliers de migrants. Trois sites militaires ont déjà été ciblés, dont deux dans l'Essex (sud-est de l'Angleterre) et un autre dans le Lincolnshire (est). Un troisième site non militaire, dans l'East Sussex (sud-est), est également envisagé. Le projet vise à accueillir à terme des "milliers de demandeurs d'asile".

L'an dernier, un nombre record de migrants – plus de 45 000 – a atteint les côtes anglaises en traversant la Manche à bord de petites embarcations.

SUISSE

Des centaines de personnes ont défilé samedi après-midi 1er avril 2023 à Lausanne, exigeant l'arrêt du renvoi des personnes en situation de migration vers la Croatie. Le pays est accusé de violences policières envers les requérants d'asile. Les autorités croates, nient toute infraction. Selon l'Ambassade de la République de Croatie en Suisse, « tout ressortissant d'Etat tiers qui reste illégalement et qui ne demande pas la protection internationale, reçoit, selon la règle, une décision de retour ». De plus, le Tribunal administratif fédéral (TAF) a estimé dans un arrêt publié vendredi que les requérants transférés vers la Croatie en vertu du règlement Dublin III ont accès à une procédure d'asile dans ce pays. La pratique **des renvois forcés** à la frontière n'est pas jugée déterminante à cet égard, bien qu'elle soit reconnue par l'instance judiciaire helvétique.

ONU - ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRANTS

ESCLAVAGE SEXUELS EN LIBYE

Dans un rapport publié lundi 27 mars 2022, la mission d'enquête sur la situation des droits humains en Libye a confirmé la pratique de l'esclavage sexuel pour exploiter les migrants, notamment dans les prisons du pays. *"Il y a des raisons de croire qu'un large éventail de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité ont été commis par les forces de sécurité de l'État et les milices armées"*. Le groupe d'étude a documenté et constaté de nombreux cas de détention arbitraire, de meurtre, de torture, de viol, d'esclavage sexuel, d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées, confirmant que ces pratiques sont largement répandues en Libye. *"Il existe des motifs raisonnables de croire que l'esclavage sexuel, un crime contre l'humanité, a été commis à l'encontre de migrants"*. La mission a appelé les autorités libyennes à *"élaborer sans délai un plan d'action en faveur des droits humains et une feuille de route sur la justice transitionnelle axée sur les victimes, et à demander des comptes à tous les responsables de violations des droits humains"*. Depuis sa création en juin 2020, la mission de l'ONU a conduit 400 entretiens et recueilli plus de 2 800 éléments d'information sur ces accusations de crimes de guerre. La mission partagera ses informations avec la Cour pénale internationale (CPI), notamment pour tenter de retrouver et de juger les responsables de ces exactions. Selon le dernier rapport de l'OIM, publié en août 2022, près de **680 000 migrants de plus de 41 nationalités ont été recensés en Libye**. Ils viennent pour la plupart du Niger, d'Égypte, du Soudan, du Tchad et du Nigeria.

OIM - RETOUR EN GUINEE APRES LA LIBYE

Après six ans en Libye, un Guinéen de 21 ans a tenté une dizaine de fois de rejoindre les côtes européennes à bord d'une embarcation de fortune. Récupéré par les garde-côtes libyens, il a fait plusieurs séjours en prison. Tombé malade l'an dernier, il a finalement décidé de rentrer au pays pour reconstruire sa vie, laissée en suspens pendant de trop longues années. *"Je suis rentré de Libye en fin d'année dernière, grâce au programme de retour volontaire de l'Organisation internationale des migrations (OIM). Ils m'avaient dit que je bénéficierais d'un accompagnement pour ma réinsertion en Guinée, et d'une aide financière à hauteur de 1 500 euros. J'ai été rapatrié par avion à Conakry avec d'autres Guinéens. On s'est enregistré au siège de l'OIM et on y a passé notre première nuit. Les agents nous ont donné des téléphones et un peu d'argent pour notre quotidien. À ce moment-là, j'ai reçu 1 million 300 francs guinéens [environ 107 euros]. Je me suis servi de cet argent pour m'acheter à manger, payer les transports pour aller voir mes parents qui n'habitent pas à Conakry, recharger la puce de mon téléphone, etc. Depuis mon retour au pays, je loge chez mon grand frère, qui vit dans la capitale. Au départ, j'ai passé un peu de temps à me reposer et profiter de mes proches. J'étais tellement heureux de les revoir, je suis parti pendant six ans ! Ma famille était contente que je sois rentré. Moi, j'étais partagé entre la joie et la déception. J'étais déçu de ne pas avoir atteint les objectifs que je m'étais fixés, à savoir aller en Europe. Et puis, en rentrant on est un peu déboussolé, on ne connaît plus la réalité en Guinée. Une semaine après mon retour, je me suis penché sur mon projet. Je veux ouvrir un commerce qui vend de l'électroménager. J'ai donc contacté un agent de l'OIM pour lui expliquer ce que je voulais faire. Comme convenu, j'ai trouvé des fournisseurs pour ma boutique. Mais on m'a répondu que les financements liés au retour volontaire étaient suspendus*

*jusqu'à la fin de l'année, et que je devais rappeler en janvier. J'ai donc attendu quelques semaines, et j'ai recontacté l'agence. Une nouvelle fois, l'OIM m'a dit de patienter car ils n'ont pas les fonds nécessaires pour nos projets. Et depuis, on me dit toujours la même chose. J'appelle toutes les semaines et on me répond à chaque fois qu'ils n'ont pas l'argent. Depuis mon retour, je ne fais rien de mes journées. Je reste sur le canapé, je vois des amis ou la famille. Lorsque j'étais en Libye, l'OIM m'avait fait plein de belles promesses, mais ils ne tiennent pas parole. Ils m'avaient dit que je pourrais faire des formations dans l'entrepreneuriat en Guinée, mais il ne se passe rien. Ils ne m'appellent même pas pour prendre de mes nouvelles. Il n'y a aucun suivi. En Libye, ils avaient du respect et de la considération pour moi. Mais **ici, les agents de l'OIM me répondent mal, et me menacent de ne pas m'aider financièrement** si je continue à me plaindre. Je ne regrette pas d'être rentré, car beaucoup de ceux qui sont partis n'ont pas eu la chance de revoir leur famille. Mais je regrette la manière dont l'OIM nous traite, et les belles **promesses non tenues.**"*

AFRIQUE

ALARME PHONE SAHARA

Son activité a commencé à la frontière entre le Niger et la Libye en 2018. En 2015, le gouvernement a promulgué une loi pour criminaliser le transport de migrants. Jusque-là, c'était une activité légale qui faisait vivre des dizaines de familles. Les passeurs se sont réorganisés en contournant les postes de contrôle. C'est donc devenu plus risqué et plus coûteux pour les migrants de traverser le désert. Depuis plusieurs années, on assiste à des refoulements de migrants de l'Algérie vers la frontière nigérienne. Les gens sont déposés dans le désert, au milieu de nulle part. À partir de là ils doivent marcher 15 km pour atteindre le premier village au Niger, Assamaka. Alarme Phone Sahara a une équipe de trois personnes basées à Assamaka. À bord d'un tuk-tuk, qui peut transporter une dizaine de personnes, on va à la rencontre des migrants refoulés par l'Algérie. On fait la navette entre le Point-Zéro et Assamaka, où un centre de l'Organisation internationale des migrations (OIM) les prend en charge. Des contacts basés en Algérie nous informent quand des opérations de renvois sont en cours dans le pays. Dès qu'on est avertis, on se tient aux aguets. Souvent, les jeunes arrivent les premiers à Assamaka car ils sont en bonne santé. Quand on les voit débarquer, une équipe monte sur le tuk-tuk et part à la rencontre des personnes plus faibles. En général, on fait entre trois et quatre allers-retours. On parcourt une centaine de kilomètres à chaque opération. Les migrants sont dans le dénuement le plus total. Pendant les arrestations, ils sont souvent violentés par les policiers algériens. Ils sont blessés, avec des fractures aux jambes ou aux bras. Certains disent même que des policiers leur ont tiré dessus à balles réelles. Quand on croise des migrants qui veulent aller en **Europe illégalement**, on les informe sur la **réalité des routes et les dangers** qu'ils encourent. On leur conseille de prendre de l'eau et de la nourriture par exemple, d'informer leurs proches et la société civile de leur départ, de vérifier la fiabilité de leur passeur, ce genre de choses. On tente aussi de les **dissuader** mais c'est difficile. Que voulez-vous dire à quelqu'un dont toute la famille a été tuée, à quelqu'un qui, malgré des années d'études, ne trouve pas de travail, à quelqu'un qui a hypothéqué sa maison ou son terrain pour financer le voyage ? Que voulez-vous dire à l'aîné d'une famille qui part pour aider financièrement ses proches ? Nous n'avons pas de réponses à ça. Quoiqu'on leur dise, ils essayeront de rejoindre l'Europe. Ils ont déjà sacrifié trop de choses.

ALGERIE

Mercredi 22 mars 2023, les autorités algériennes ont annoncé avoir démantelé un réseau

de trafic faisant passer des migrants vers l'Europe. Le service central de lutte contre le crime organisé (SCLCO) a arrêté neuf Syriens et six Algériens. L'enquête a duré près de cinq mois, et a abouti à l'interpellation de 15 personnes. Tous ont été présentés à la justice. La police algérienne a remonté la trace d'un réseau qui acheminait clandestinement depuis la Syrie et le Liban des migrants vers l'aéroport de Benghazi en Libye. Les exilés étaient ensuite conduits par la route vers la ville libyenne de Ghadamès, d'où ils étaient acheminés en Algérie via la ville frontalière de Debdeb, en empruntant des chemins sinueux dans le désert. Les membres de ce réseau assuraient enfin le transport des migrants jusqu'à Oran, la grande métropole de l'ouest algérien, lieux de regroupement des exilés avant de traverser la Méditerranée. Les migrants devaient payer des sommes "exorbitantes" en devises pour gagner l'Europe. Au cours de cette opération, les policiers ont saisi plus de 11 000 dollars, près de 9 000 euros ainsi que des sommes en livres libanaises et syriennes.

Vendredi 24 mars 2023, **606 personnes** ont été refoulées par les autorités algériennes, et ont été **abandonnés à la tombée de la nuit au Point-Zéro**, ce lieu-dit qui marque la frontière avec le Niger, en plein Sahara. *"Cela a créé des conditions plus dangereuses pour les refoulés pour s'orienter dans le désert la nuit"*, a déploré Alarme Phone Sahara. Deux jours plus tard, le 26 mars 2023, **671 autres migrants**. Parmi eux, des femmes et des enfants. L'augmentation des renvois a pour conséquence la saturation du centre de l'OIM d'Assamaka. *"La majorité des personnes récemment arrivées se sont installées dans l'enceinte du Centre de santé intégré, en raison du manque d'espace dans le centre de transit"* selon une coordinatrice de MSF à Agadez. De même Alarme Phone Sahara estime qu'une **"crise humanitaire sévit à Assamaka**, aggravée de jour en jour.

COTE D'IVOIRE

Près de 290 Ivoiriens ont été rapatriés jeudi 23 mars 2023 à Abidjan depuis la Tunisie. À bord de ce vol affrété par la compagnie Ethiopian Airlines, se trouvaient 266 adultes et 21 bébés. Cela porte à 1 053 le nombre d'Ivoiriens rapatriés depuis le 4 mars 2023. Au total, près de 3 000 Ivoiriens (soit la moitié de la communauté ivoirienne vivant en Tunisie) se sont inscrits auprès de leur ambassade pour fuir la Tunisie après un discours virulent du président tunisien, le 21 février 2023, pourfendant l'immigration clandestine. Les immigrés clandestins d'Afrique subsaharienne étant source de "violence et de crimes" visant à "changer la composition démographique" du pays.

GUINEE

Pour fuir la Tunisie après le discours virulent du président tunisien, le 21 février 2023, pourfendant l'immigration clandestine. Les immigrés clandestins d'Afrique subsaharienne étant source de "violence et de crimes" visant à "changer la composition démographique" du pays. Des violences s'en sont suivies, et **la Guinée a entamé le rapatriement de ses ressortissants**. Une guinéenne de retour à Conakry avec ses trois enfants : *"Je suis très contente de retourner dans mon pays. J'en avais vraiment besoin. On a été agressés là-bas. On ne sort pas, même pour aller chercher à manger. Quand vous sortez, on vous cogne avec des cailloux. On nous dit : 'Quittez le pays ! La Tunisie, c'est pour les Tunisiens !'". "Ils ont cassé ma maison. Ma femme, mes enfants et moi, on a dormi dans la rue pendant trois jours"*, explique un guinéen qui a vécu 10 ans en Tunisie. *"C'était tellement difficile... Ma fille a un acte de naissance tunisien. Malgré ça, on n'a pas pu rester"*.

KENYA

Entre 400 et 500 personnes arrivent chaque jour dans l'immense camp de réfugiés de la ville de Dadaab, selon le Haut-commissariat de l'ONU aux réfugiés (UNHCR). La plupart fuient la Somalie à cause de la sécheresse et de l'insécurité. Mais face à cet afflux, le site de Dadaab sature et les ONG, par manque de financements, ne parviennent pas à satisfaire les besoins de base des quelques 350 000 réfugiés.

LIBYE

Le Haut-commissariat des Nations unies pour les droits humains (HCDH) a révélé mardi

8 juin 2023, que plusieurs **tentatives de suicide** avaient été commises dans le centre de **détention de Sharah Zawiya**, à Tripoli. Ce centre géré par le département libyen de lutte contre la migration illégale (DCIM, selon l'acronyme anglais), sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, est censé être réservé aux "*populations vulnérables*". Mais les femmes et les enfants qui y sont enfermés sont privés de leurs mouvements et surveillés uniquement par des hommes. Les femmes doivent notamment demander la permission aux gardes d'aller aux toilettes. C'est souvent là qu'ont lieu les agressions. Parmi sept jeunes femmes somaliennes, âgées de 16 à 18 ans, qui ont été enfermées à Sharah Zawiya, "*Deux d'entre elles ont tenté de se suicider après avoir été victimes d'agressions dans leur cellule ou aux toilettes*", assure le HCDH. Plusieurs agressions de ce type ont notamment eu lieu en pleine nuit, "*Le dernier incident date du 31 mai 2021. Alors que certaines femmes étaient aux toilettes, un homme est entré et a essayé de violer l'une d'entre elles. Elles ont toutes eu peur et n'ont pas dormi de la nuit car elles craignaient que le même gardien ne vienne les agresser pendant la nuit*". Le HCDH n'a pas obtenu d'accès aux centres de détention du DCIM depuis 2018 en raison de restrictions sanitaires, de coupes budgétaires et de blocages des autorités. Face à ces accusations d'agressions, l'organisation dit demander au gouvernement libyen "*de mener des enquêtes approfondies, transparentes et impartiales, de suspendre le personnel de la DCIM soupçonné d'avoir commis un tel crime et de le traduire en justice*". Une aide peut également être apportée aux victimes qui souhaitent porter plainte. Mais l'impunité reste la règle en Libye pour les auteurs de crimes sexuels. "*Aucun compte à rendre pour les auteurs de ces abus contre les femmes qui ont été ramenées en Libye par [les gardes côtes libyens]. Une majorité des femmes réfugiées évacuées des centres de détention où elles étaient détenues depuis plus de neuf mois avaient des enfants ou étaient enceintes à cause des viols commis par les gardes*". Alors que les départs de Libye pour tenter de rejoindre l'Europe sont en augmentation depuis le début de l'année, les interceptions par les garde-côtes libyens se multiplient. Les migrants interceptés en mer sont ensuite envoyés dans ces mêmes centres de détention où des agressions sexuelles ont été recensées.

MAROC

Une embarcation a fait naufrage près de la ville de Guelmin, dans le sud du royaume, causant la **mort de 11 personnes**, signalé samedi 8 avril 2023 ; un exilé a pu être secouru. Parmi les victimes, on compte "*huit Marocains (une femme et sept hommes) originaires de la région de Guelmin, ainsi que trois migrants subsahariens (un couple et un enfant de moins de deux ans)*". Une enquête a été ouverte pour élucider "*les circonstances de ce drame et identifier les personnes impliquées dans cette opération d'immigration clandestine*". Le canot se dirigeait vers l'archipel des Canaries situé à environ 200 km des côtes du sud du Maroc. La région est un lieu de départ pour nombre de migrants qui tentent de rejoindre les Canaries sur des canots de fortune.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), les conflits armés s'enchaînent depuis une trentaine d'années, à tel point que la jeune génération n'a connu que la guerre. Pour de nombreux enfants, vivre sous une bâche en plastique dans les camps de déplacés de Kanyaruchinya n'est pas nouveau. Pour cet enfant de 12 ans et c'est la deuxième fois qu'il se réfugie dans ce camp. La première fois, il était avec son père. Mais cette fois-ci, son père est absent. Il est décédé "*pendant la guerre*", raconte-t-il. Avec une dizaine d'autres enfants, il fait partie d'un groupe qu'on surnomme "la vie" et fait des jeux pour apprendre à gérer ses émotions : "*Maintenant, je me sens mieux. On joue et on nous dit comment nous comporter avec les autres enfants. Quand je suis arrivé ici, je me sentais très mal.*" Pour le psychologue et adjoint responsable du programme santé mentale chez Action contre la faim, il est indispensable de prendre en charge le traumatisme des enfants. "*Cela risque de les perturber dans la vie quotidienne. Cela peut aussi influencer sur les rendements scolaires, sur leur adaptation sociale, sur leur intégration dans la société. Si on ne prend*

*pas en charge ces enfants, cela risque d'avoir une **répercussion sur l'avenir de toute la province, sur le développement de la province, sur la production de la province.**" Il faut se souvenir qu'en RDC, y a plus de **120 groupes armés** dont la plupart **enrôlent des jeunes** voire des enfants.*

SENEGAL

Le ministère sénégalais des Affaires étrangères a annoncé, lundi 3 avril 2023, l'envoi d'une mission à Sfax, en Tunisie pour tenter **d'identifier les victimes sénégalaises** des récents naufrages survenus au large de la Tunisie. Pour le moment, "*aucune des dépouilles repêchées par les garde-côtes tunisiens ne correspond à nos compatriotes*" disparus dans ce naufrage survenu "*dans la nuit du 23 au 24 mars au large de la Méditerranée*", indique le ministère sénégalais, qui ne donne pas d'indication sur le nombre de corps. L'ambassade du Sénégal à Tunis "*va rester en contact permanent avec les autorités (tunisiennes) et le Croissant-Rouge tunisien pour suivre les opérations de repêchage et d'identification des victimes*".

TUNISIE

Les associations ont fait état d'une recrudescence des agressions visant la population noire depuis l'allocution du président. Des centaines de migrants ont perdu du jour au lendemain leur travail - généralement informel - et leur logement. D'autres restent enfermés chez eux. Des images et vidéos choquantes ont aussi montré des Subsahariens agressés. Un climat délétère qui n'a pas épargné les Tunisiens à la peau noire. La plupart des migrants africains arrivent en Tunisie pour tenter ensuite d'immigrer clandestinement par la mer vers l'Europe, certaines portions du littoral tunisien se trouvant à moins de 200 km de l'île italienne de Lampedusa. Les ONG et la communauté internationale se sont offusqués du discours présidentiel. Amnesty International a d'ailleurs exhorté les autorités tunisiennes à ouvrir une "*enquête objective*" sur ces "*chasses à l'homme noir*". "*On n'a jamais vu en Tunisie de telles attaques à l'égard des migrants. C'est quelque chose qui en dit long sur l'inadéquation des autorités par rapport à leur obligation de protéger les migrants*", a déclaré au début du mois la directrice régionale adjointe d'Amnesty International.

Les violences et les arrestations contre les migrants subsahariens ont diminué, un mois après les propos polémiques du président tunisien. Après un retour au calme relatif, ceux qui ont choisi de rester en Tunisie tentent de reprendre leurs habitudes, malgré leurs conditions de vie précaires. La messe du dimanche 19 mars 2023, à l'église Saint-Cyprien de Carthage, pour une partie de la communauté migrante catholique, apporte un apaisement. "*Venir à l'église, ça nous a permis de nous retrouver en communauté, de voir les autres et de savoir que je peux compter sur des gens*". Une Ivoirienne de 40 ans, installée depuis dix ans en Tunisie, mais sans carte de séjour, n'a pas été expulsée de chez elle, car elle avait un contrat de location, mais elle a ressenti le changement dans le regard des gens. "*Ça m'a cassé le moral franchement*". Telle autre n'est pas venue assister à la messe pendant deux semaines, par peur de se faire agresser en chemin. "*On a dit 'Dieu est partout', donc on a écouté les messes en ligne, tranquille. C'est la première fois que je reviens après les évènements. Le temps de laisser les choses se calmer, comme ça on sort plus librement*". "*Ça nous a fait du bien, parce qu'en tant qu'enfant de Dieu, c'est la Bible, la parole de Dieu qui nous rend fort en fait*". Pour l'officiant de la messe, le temps est à l'apaisement, surtout avec le début du mois de ramadan, une période de solidarité. "*Il n'y a pas eu que de mauvaises choses. Il y a des Tunisiens qui étaient aussi très proches de nous, qui nous ont conseillés qui nous ont aidés. Il y a eu beaucoup de solidarité aussi*".

À la cathédrale Saint-Paul, dans le centre-ville de Tunis, une grande partie des 300 et 400 paroissiens de la communauté subsaharienne est également revenue. "*On a eu beaucoup de paroissiens qui ont subi des violences, bien-sûr et puis je me suis rendu dans les maisons où ils habitaient et j'ai vu de mes propres yeux tout ce qui leur était arrivé*" déclare le prêtre. "*Là, nous*

avons aussi entamé des contacts avec des diocèses en Afrique pour expliquer la réalité. Leurs curés ou leurs évêques pourraient leur dire 'sachez que là-bas, ce n'est pas un paradis non plus'". Pour la fin de la période du carême, le prêtre va mettre à contribution les fidèles de la cathédrale pour aider les migrants qui sont encore dans une situation précaire face à la perte de leur logement ou de leur travail.

Selon le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, 22 440 migrants sont arrivés en Italie depuis le 1er janvier jusqu'au 19 mars 2023 soit une augmentation de 226% par rapport à 2022. Cette pression migratoire plonge l'Union européenne, et surtout les principaux partenaires de la Tunisie, l'Italie et la France, face à un dilemme : **aider la Tunisie pour qu'elle obtienne un prêt avec le Fonds monétaire international** afin d'éviter l'effondrement de son économie et un risque d'une poussée migratoire vers l'Europe. **La France et l'Italie** semblent jouer la carte de **la diplomatie** et de la *realpolitik* en appelant, tous les deux à soutenir la Tunisie, au sommet européen à Bruxelles. Le commissaire européen à l'économie, sera en Tunisie ce lundi pour rencontrer le président tunisien pour discuter des réformes socio-économiques envisagées par le gouvernement tunisien et d'une éventuelle opération d'assistance financière. La France est prête à soutenir également la Tunisie pour ses besoins financiers cette année et celle d'après, selon l'ambassadeur français. Il a ajouté qu'un déboursement de 250 millions d'euros est en attente de déblocage et que la France mobilise aussi d'autres donateurs pour soutenir le pays, mais sous condition de la mise en place des réformes promises par le gouvernement tunisien pour contracter le prêt avec le FMI.

Les garde-côtes tunisiens ont annoncé dimanche 26 mars 2023 qu'au moins **29 migrants originaires d'Afrique subsaharienne sont morts noyés** dans trois naufrages différents au large de la Tunisie. C'est un nouveau drame dans une série de tragédies migratoires en Méditerranée depuis le violent discours du président tunisien de février 2023 sur l'immigration clandestine.

Un chalutier tunisien a récupéré **19 corps après le naufrage** d'une embarcation à 58 kilomètres au large. Puis une patrouille de garde-côtes a retrouvé **huit noyés** au large de Mahdia, mais secouru **11 personnes**. Leur embarcation, qui se dirigeait vers l'Italie, a chaviré. Et des chalutiers ont récupéré deux autres corps.

Conséquence de ces naufrages successifs, **la morgue de Sfax**, ville portuaire tunisienne d'où les départs sont très fréquents, est saturée. Selon le directeur régional de la santé à Sfax, *"la semaine dernière, la morgue a compté 70 corps"* pour seulement 35 places. Une situation inédite *"au niveau de la fréquence et du nombre de victimes disparues"*. Ce sont aussi **les cimetières qui saturent**. Les corps des migrants décédés en mer et récupérés sur les côtes tunisiennes sont tellement nombreux que tous ne peuvent pas bénéficier d'une inhumation décente. *"Ce qui se passe aujourd'hui prouve que les autorités tunisiennes sont incapables, avec les moyens du bord, de gérer ce drame humanitaire"*, la politique actuelle ne se cantonne qu'à *"la surveillance et l'interception, sans effort logistique dédié aux sauvetages"*. *"C'est sûr que la situation va s'amplifier"*. *"Les conditions climatiques seront meilleures pour les traversées avec l'été. Et il y a aussi la crise économique et politique. Qu'il y ait un accord, ou pas, avec le FMI, la crise aura énormément de répercussions sur les envies de quitter le pays des personnes, qu'elles soient subsahariennes ou tunisiennes"*. Depuis le début de l'année 2023, au moins 500 exilés ont péri et près de 450 se sont noyés après avoir quitté la Libye ou la Tunisie.

Vingt-neuf migrants sont morts lors de trois naufrages différents la semaine passée, plus de 132 ont disparu depuis le début janvier 2023. **Pour les rescapés des naufrages, l'après-catastrophe est difficile**. Il faut gérer le trauma psychologique, recommencer de zéro car une grande partie des économies a servi au financement de la traversée. Mais, malgré le fait d'avoir frôlé la mort, de nombreux migrants subsahariens **confient vouloir recommencer**, n'arrivant pas à envisager une amélioration de leur situation en Tunisie. Le retour au pays n'est pas non plus une option. Dans le logement d'urgence fourni par l'ONG Terre d'asile, une jeune femme, 30 ans, se reconstruit

progressivement après avoir vécu un naufrage traumatisant en décembre 2022. *"On a pas eu de secours jusqu'au lendemain à huit heures du matin quand on a vu un pêcheur, donc plusieurs personnes sont mortes, y compris mon conjoint. Mais Dieu a fait ce miracle que je suis sortie avec la petite."* Pour survivre, *"on avait des chambres à air"* pour bouée et un bébé de 10 mois dans les bras pendant près de 10 heures dans l'eau. Malgré cette épreuve, la jeune femme pense à repartir, n'ayant pas de moyen de vivre en Tunisie. *"On ne se sent plus en sécurité en Tunisie donc ça nous pousse encore à vouloir quitter le pays, à prendre un peu plus de risques en essayant de traverser la Méditerranée. Là pour l'instant je ne peux pas rester au Cameroun et non plus demeurer en Tunisie"*, affirme-t-elle. Les autorités et les ONG remarquent une recrudescence des départs quelle que soit la météo. Le porte-parole du tribunal de la ville explique les nouvelles méthodes de départs surtout pour les migrants subsahariens, les plus touchés par les derniers naufrages : *"Avant, les organisateurs étaient pratiquement des gens de la ville, des Sfaxiens, des Tunisiens. Mais maintenant, on voit de plus en plus des organisateurs africains. Ils sont de plus en plus impliqués."*

Sfax, capitale économique de la Tunisie à l'est du pays, est une ville industrielle, donc il **y a beaucoup de travail**, beaucoup de demandes. Et elle est aussi connue des clandestins et migrants qui y viennent pour chercher du travail et gagner de l'argent. Les migrants subsahariens font partie intégrante du tissu économique, mais travaillent dans l'informel. Après les propos du président, l'ONG Terre d'asile s'est retrouvée submergée par des personnes ayant perdu leur emploi ou leur logement : *"Pendant la période de Covid, il y a vraiment eu une solidarité entre la population, les associations etc... Mais cette période, c'était différent parce qu'on s'est retrouvé un peu contre tout le monde, c'était vraiment dur pour nous, même pour travailler."* Aujourd'hui, beaucoup de **travailleurs n'arrivent pas à retrouver un emploi** ou même à garder leur commerce : *"C'est ce qui a poussé des femmes migrantes à vendre au marché parce qu'elles n'ont plus un endroit fixe où elles vont s'installer pour pouvoir vendre leurs produits. On leur demande aussi leur identité, la carte de séjour, donc le problème clef, c'est la carte de séjour."* Si certains ont pu se faire réembaucher discrètement dans la restauration ou les ménages, beaucoup n'ont pas repris le travail, faute d'arriver à obtenir un contrat ou la carte de séjour.

Dans la ville tunisienne **de Sfax, les mères célibataires subsahariennes** sont souvent les plus exposées à **la précarité**. Certaines de ces migrantes ont perdu leur conjoint dans un naufrage, d'autres sont tombées enceintes après des viols lors de leur périple. Elles se retrouvent le plus souvent avec des enfants à charge, sans pouvoir travailler ou rentrer dans leur pays d'origine par honte et peur d'être une charge pour leur famille. Les ONG comme Terre d'asile et Médecins du monde tentent de leur porter assistance. L'ONG ne peut les aider que provisoirement. À Tunis, certaines Subsahariennes avaient monté des crèches informelles pour aider ces mères célibataires et les familles, mais elles ont dû fermer avec le durcissement des contrôles pour les migrants sans papiers après les propos polémiques du président.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230405-tunisie-abandonn%C3%A9es-ou-violent%C3%A9es-les-m%C3%A8res-migrantes-subissent-une-pr%C3%A9carit%C3%A9-extr%C3%A4me>

Du 1er janvier au 31 mars 2023, **les garde-côtes tunisiens ont "déjoué 501 opérations de franchissement clandestin des frontières maritimes et sauvé 14 406 personnes, dont 13 138 originaires d'Afrique subsaharienne"**, a annoncé vendredi 7 avril le porte-parole de la garde nationale. Ces chiffres sont plus de **cinq fois supérieurs** à ceux enregistrés lors du premier trimestre 2022. À cette époque, *"2 532 sauvetages avaient été effectués lors de 172 opérations différentes"*, dont *"1 657 ressortissants (de pays) d'Afrique subsaharienne"*. La quasi-totalité des interceptions et **sauvetages en 2023 ont eu lieu vers Sfax**, la deuxième ville tunisienne, et Mahdia, sur la côte centre-est du pays. Au total, 13 259 personnes ont été récupérées au large de ces régions. Par ailleurs, la garde nationale a interpellé au cours de ces opérations 63 personnes et saisi 135 embarcations ainsi que 12 véhicules utilisés pour acheminer les migrants vers les zones de départ. Les données des trois premiers mois de cette année sont *"en très forte hausse parce qu'il y a beaucoup de départs"*. La

Tunisie est considérée comme un pays de transit vers l'Europe pour des milliers de migrants. La hausse des arrivées sur le sol italien coïncide avec une augmentation des agressions à l'égard des personnes de couleur en Tunisie, après les propos tenus par le président tunisien.

Vingt-sept migrants originaires d'Afrique subsaharienne sont morts ou portés disparus après deux naufrages vendredi 7 et samedi 8 avril 2023 au large de la Tunisie, a indiqué un porte-parole du tribunal de Sfax. Ces deux nouveaux accidents portent le bilan depuis début mars à plus d'une centaine de morts ou disparus lors de naufrages survenus près de la Tunisie. D'après des témoignages recueillis par la justice, 37 personnes subsahariennes étaient "*parties du littoral au nord de Sfax sur deux embarcations*". *La première a fait naufrage vendredi après-midi, la seconde a pu être secourue. Ce jour-là, vingt migrants ont disparu en mer, et seuls 17 rescapés qui se trouvaient tous sur la deuxième embarcation*" ont pu être sauvés.

Le lendemain matin, samedi 8 avril 2023, un autre naufrage a eu lieu. Un premier bilan a fait état de "*quatre corps repêchés sur une plage au nord de Sfax, trois disparus et 36 personnes secourues*" pour cet accident survenu "*plus près de la côte*" que celui de vendredi. La justice a ouvert des enquêtes sur les circonstances des accidents. L'objectif est aussi "*de trouver les organisateurs de ces tentatives de traversée qui les ont fait embarquer sur des embarcations en tôle de fer, n'offrant pas du tout de conditions de sécurité minimales mais qui sont moins chères à fabriquer que celles en bois*".

Dans la nuit du samedi 8 au dimanche 9 avril 2023, l'équipage du voilier Nadir, de l'ONG allemande ResQship, est intervenu en mer Méditerranée, entre la Tunisie et l'Italie pour porter secours aux passagers d'un bateau ayant fait naufrage. Les personnes se trouvaient dans l'eau depuis au moins deux heures lorsque le voilier est arrivé sur zone. L'équipage a pu **secourir 22 migrants** et les faire monter à bord, mais au moins **deux exilés sont morts et une vingtaine d'autres portés disparus**. Les rescapés ont été débarqués dimanche après-midi sur l'île italienne de Lampedusa. Parmi elles figuraient des hommes, des femmes et des enfants originaires notamment de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Cameroun. Une femme enceinte a été secourue tandis que les corps de deux hommes ont été repêchés. Au total, une quarantaine de migrants étaient à bord de cette embarcation partie de Sfax. "*Nous avons fait tout notre possible pour sauver plus de gens mais nous n'avons pas réussi*", a-t-il ajouté, saluant une "*bonne coopération*" avec les garde-côtes italiens. Neuf femmes figurent parmi les rescapés et 18 personnes ont disparu en mer. Les migrants auraient payé 3 000 dinars tunisiens (environ 900 euros) pour monter à bord de la petite embarcation.

"Le Nadir effectue actuellement sa première mission d'observation de l'année. Il s'agissait de sa huitième opération de sauvetage en 48 heures [...] L'équipage du Nadir, en coopération avec les garde-côtes italiens, a pu sauver plus de 300 personnes fuyant la mort en mer Méditerranée [depuis début avril]".

<https://resqship.org/schiffsunlueck-23-tote/>

Ghardimaou est une ville frontalière avec l'Algérie située dans le nord-ouest du pays, une zone marginalisée qui dépend fortement de l'agriculture. Le **club de football** amateur de Ghardimaou, évoluant en quatrième division du championnat de Tunisie, a suspendu ses activités après **qu'une trentaine de ses joueurs a quitté le pays** pour tenter de rejoindre l'Europe, a annoncé mardi 11 avril 2023 son président. En conséquence, le club a "*arrêté [son] activité et suspendu les matches il y a 20 jours*". En trois ans, 32 joueurs ont rejoint illégalement l'Europe "*soit par la mer, soit en allant en Serbie (pays pour lequel les Tunisiens n'avaient pas besoin de visas jusqu'à récemment) puis en traversant illégalement les frontières vers d'autres pays*". Le responsable a imputé cet exode à "*un manque de ressources financières*" du club et des joueurs. "*Nous ne pouvons pas acheter d'équipements, de maillots et de chaussures de sport*" et les joueurs "*ne bénéficient pas de subventions financières*". La suspension des activités du club se poursuivra "*jusqu'à ce que nous trouvions une solution avec la Fédération tunisienne de football*". Ces dernières années, l'émigration

clandestine de sportifs tunisiens est devenue de plus en plus fréquente. À la mi-février, au club de l'Avenir sportif de Rejjiche, le gardien remplaçant, un jeune de 19 ans, a émigré clandestinement vers l'Italie, en raison "*des difficultés financières du club*". Avant lui, en août 2022, le jeune gardien de but du Club sportif Sfaxien, avait fait la Une des journaux en Tunisie pour avoir quitté le pays pour l'Italie. Le joueur avait lui-même annoncé la nouvelle de son départ en postant un selfie sur les réseaux sociaux, alors qu'il se trouvait à bord d'une embarcation de migrants.

Installés dans un camp improvisé de tentes depuis trois semaines, sans toilettes ni eau pour se laver, des **dizaines de ressortissants d'Afrique subsaharienne**, cherchaient pour la plupart **à être évacués vers des pays tiers**. Ils étaient à cran depuis la suspension par le HCR de l'examen de leurs dossiers. Ils ont érigé des barricades devant le bâtiment onusien. Un Malien détenteur du droit d'asile, a affirmé que certains de ces migrants se trouvaient en Tunisie "*depuis plus de deux ou trois ans et n'ont toujours pas été appelés par le HCR*" qui "*a beaucoup de dossiers à traiter*". Le HCR en Tunisie a précisé le 3 avril 2023 avoir stoppé "*toutes les activités d'enregistrement et de pré-enregistrement du 31 mars au 17 avril en raison d'une migration du système d'enregistrement et d'identité*". Une suspension "*temporaire*" qui concerne "*toutes les opérations du HCR dans le monde*". La police est intervenue dans la matinée à la demande du HCR, selon les migrants sur place. "*Nous avons été attaqués par des agents de sécurité qui ont été appelés par le HCR pour disperser notre sit-in par la force. Nous avons été attaqués et battus à coups de bâton par la police, des femmes, des enfants et des hommes ont été arrêtés*", information corroborée par le ministère de l'Intérieur tunisien.

Enregistrée par un exilé un film montre **le démantèlement musclé du campement** des migrants **devant les locaux du Haut-commissariat des réfugiés des Nations unies (HCR)** à Tunis, mardi 11 avril 2023. L'assaut est violent. "*La police est arrivée à 9h*", selon "*Refugees in Tunisia*" présent au moment du démantèlement du camp informel de 200 personnes. "*Nous avons retenu notre souffle, mais quand ils ont continué à nous tirer dessus [avec des gaz lacrymogènes], la situation est devenue folle*". "*Nous avons fui vers un endroit sûr. La police nous a dit que le HCR [...] nous avait abandonnés*". L'assaut a été particulièrement violent. "*Les abords des locaux du HCR sont dévastés*". Des parebrises et des vitres de voitures ont été brisés. "*J'ai essayé de filmer mais il y avait beaucoup de gaz lacrymo. Il y avait beaucoup de gens qui jetaient des pierres*". Selon l'Intérieur tunisien, **80 migrants ont été interpellés**, dont 30 placés en garde à vue. Après la dispersion des migrants, des caméras de surveillance étaient cassées et des équipes de la municipalité étaient en train de **démanteler les tentes et de jeter les affaires des migrants**. Le HCR s'est dit "*profondément préoccupé par ces violents incidents*" qui ont conduits des migrants "*à forcer l'entrée de [leurs] locaux, causant des dommages matériels et menant à des tensions avec les forces de l'ordre tunisiennes [...] Si nous comprenons les peurs et les frustrations des manifestants, que nous respectons leur droit à manifester pacifiquement, nous dénonçons aussi les incidents qui se sont produits dans nos locaux par un petit groupe de protestataires [...]*". Les migrants et demandeurs d'asile en Tunisie vivent dans un climat délétère depuis le discours du Président. Dans une lettre ouverte, un groupe de **demandeurs d'asile d'une quinzaine de pays subsahariens** a expliqué qu'ils s'étaient "**réfugiés**" près du HCR après avoir "**été chassés**" de plusieurs villes de Tunisie. Des associations d'aide aux migrants avaient fait état d'une recrudescence des agressions visant la population noire. Des centaines d'exilés avaient perdu du jour au lendemain leur travail - généralement informel - et leur logement.

Les **Tunisiens, ainsi que les migrants subsahariens, sont de plus en plus nombreux à tenter la traversée**, notamment depuis la ville de Sfax. Alors que les pays européens tirent la sonnette d'alarme sur le risque **d'une crise migratoire d'ici l'été**, les autorités tunisiennes ont de plus en plus de mal à contenir les flux.

AMERIQUE

CANADA

Depuis la signature, le 24 mars, d'un accord USA et Canada, personne ne peut plus se présenter hors des postes frontières entre le Canada et les États-Unis, pour être pris en charge. Les **demandeurs d'asile qui réussissent à entrer sur le sol canadien doivent attendre deux semaines avant de se présenter aux autorités**. Ces personnes doivent donc prouver depuis quand elles se trouvent sur un territoire où elles n'ont pas le droit d'entrer. Une situation particulièrement absurde ! Les organismes s'engagent à faire entendre la voix des sans-voix chaque jour du mois d'avril devant les bureaux du Premier ministre canadien à Montréal. *« C'est excessivement difficile de demander à quelqu'un qui n'a pas d'abonnement cellulaire, qui n'a pas d'argent pour s'acheter à manger, qui n'a pas de loyer, qui n'a rien, de prouver qu'il est là. On parle de personnes qui sont en déplacement, qui n'ont rien de tangible pendant cette période-là. Les preuves vont être difficiles à montrer. C'est préoccupant. » « C'est chacun pour soi. Ils vont entrer dans la nature. Ils n'auront accès à aucun service, ils vont être à la merci de passeurs peut-être pendant 14 jours avant qu'ils ne demandent de l'aide. »* Il y a lieu de craindre que la nouvelle entente ne fragilise encore des demandeurs d'asile déjà très vulnérables :

<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20230405-canada-les-nouvelles-conditions-impos%C3%A9es-aux-demandeurs-d-asile-font-pol%C3%A9mique>

USA – CANADA

Il est impossible désormais pour les **demandeurs d'asile** en provenance **des États-Unis** de tenter leur chance au **Canada**, même en passant par des passages détournés comme le chemin Roxham, point officieux de passage par lequel sont passés 40 000 demandeurs d'asile en 2022. Les autorités canadiennes pourront renvoyer en territoire américain les immigrants jusqu'à 14 jours après leur passage illégal aux frontières. En échange, le Canada s'engage à accueillir 15 000 nouvelles personnes. Le président américain a passé un message clair quant à la **politique migratoire** de son pays : *« Aux États-Unis, nous élargissons les voies légales de migration vers la sécurité sur des bases humanitaires, tout en décourageant la migration illégale, qui alimente l'exploitation et la traite des êtres humains. Aujourd'hui, j'applaudis donc le Canada pour avoir mis en place des programmes similaires, ouvrant de nouvelles voies légales pour 1 500 migrants venant de pays de l'hémisphère sud. Dans le même temps, les États-Unis et le Canada travailleront ensemble pour décourager le franchissement illégal des frontières et mettre pleinement en œuvre l'accord actualisé sur les pays tiers sûrs. »*

Les présidents USA et Canada se sont entendus pour soutenir la police haïtienne pour lutter contre la situation chaotique de ce pays. Le Premier ministre canadien : *« Nous allons de l'avant avec des sanctions. Nous allons continuer de travailler pour mettre de **la pression sur les élites et la classe politique haïtienne** pour être responsable pour une fois non de la détresse du peuple haïtien, mais du bien-être du peuple haïtien »*. Les États-Unis et le Canada vont verser 70 millions d'euros pour **soutenir la police haïtienne**. *« Nous pouvons ensemble améliorer l'efficacité et la capacité d'action de la police en participant à sa formation, tout en menant des pourparlers avec des partenaires pour qu'ils s'engagent aussi. C'est donc en évolution »*. Pour l'instant, il n'est pas question d'une force d'intervention en Haïti dirigée par le Canada. Mais l'allié américain pourrait sans doute revenir bientôt à la charge.

Six corps ont été découverts jeudi 30 mars 2023, dans une zone marécageuse de la réserve amérindienne d'Akwesasne, dont le territoire touche le Québec, l'Ontario et les États-Unis. Ils se trouvaient près d'un bateau renversé appartenant à un homme de cette communauté, porté disparu. En fin d'après-midi, la police locale a indiqué lors d'un point presse avoir découvert deux nouvelles dépouilles. Les 8 *« personnes semblent être de deux familles, l'une d'origine roumaine et l'autre de*

nationalité indienne », a indiqué le chef adjoint de la police locale vendredi 31 mars matin. Parmi elles, un enfant de moins de 3 ans. « *Nous pensons qu'elles tentaient d'entrer illégalement aux États-Unis depuis le Canada* ». Une autopsie et des analyses toxicologiques étaient en cours pour déterminer la cause du décès. La police de la communauté autochtone a indiqué avoir récemment constaté une « *augmentation du nombre de personnes passant par Akwesasne pour entrer aux États-Unis* », avec 48 traversées depuis le début de l'année.

<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20230331-canada-six-personnes-retrouv%C3%A9es-mortes-pr%C3%A8s-de-la-fronti%C3%A8re-avec-les-%C3%A9tats-unis>

<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20230325-en-visite-au-canada-joe-biden-affiche-sa-fermet%C3%A9-face-%C3%A0-l-immigration-clandestine>

USA - MEXIQUE

Ciudad Juarez et El Paso, au Texas, sont des villes jumelles, séparées uniquement par le fleuve Rio Grande. Dans la nuit du lundi 27 au mardi 28 mars, **39 personnes** qui essayaient de venir aux États-Unis sont mortes à la frontière avec le Texas, dans un centre de détention pour migrants à Ciudad Juarez, au Mexique. **Un incendie** a emporté ces migrants venus du Guatemala (28), du Honduras (13), du Venezuela (12) et du Salvador (12) de Colombie (1) et de l'équateur (1), à quelques mètres du pont international qui permet d'entrer aux États-Unis. Soixante-sept adultes étaient à l'intérieur du centre qui s'est enflammé. Parmi ceux qui ne sont pas décédés, 29 ont été conduits dans un état sérieux, voire grave, vers différents hôpitaux. Le feu aurait été allumé par des migrants avec des matelas dans un mouvement de « *protestation* » contre leurs conditions de détention et leur possible expulsion, selon le président du Mexique. Un millier de migrants ont tenté de traverser la frontière entre le Mexique et les États-Unis mercredi, après la tragédie. Les victimes avaient été refusées un peu plus tôt dans la journée à la frontière américaine, et expulsées aussitôt vers le Mexique. Selon l'évêque catholique d'El Paso, « *cette tragédie doit servir comme un appel à aider les migrants en détresse à la frontière* ». Et l'élue démocrate de la ville, a lancé un appel à « *sauver ces réfugiés, qui risquent leur vie à chaque étape pour se rendre aux États-Unis* ». Le Titre 42 (politique d'expulsion automatique a été mise en place sous la présidence de Donald Trump) doit prendre fin le 11 mai 2023, mais l'administration démocrate ne compte pas pour autant ouvrir grand les portes des États-Unis. Le drame a fait réagir les organisations internationales. « *Nous appelons les pays de la région à traiter de manière humaine, juste et efficace les flux croissants de population à travers les Amériques* », a ainsi déclaré le Haut-commissaire aux réfugiés des Nations unies. Le secrétaire général de l'ONU a demandé « *une enquête exhaustive* » et s'est engagé « *à continuer de travailler avec les autorités des pays* » de la région pour « *établir des voies de migration plus sûres, plus régulées et plus organisées* ».

L'enquête pour « *homicide* » ouverte mercredi par les autorités mexicaines devra faire la lumière sur les circonstances de ce drame. Pour l'heure, huit responsables présumés ont été identifiés. Ils sont soupçonnés de n'avoir rien fait pour sauver les migrants, a indiqué le parquet spécialisé en matière de droits humains. **L'enquête pour « homicide »** ouverte mercredi par les autorités mexicaines devra faire la lumière sur les circonstances de ce drame. Pour l'heure, **huit responsables** présumés ont été **identifiés**. Ils sont soupçonnés de n'avoir rien fait pour sauver les migrants, a indiqué le parquet spécialisé en matière de droits humains. « *Aucun des fonctionnaires ni aucun des policiers de sécurité privée n'ont réalisé la moindre action pour ouvrir la porte aux migrants qui se trouvaient à l'intérieur alors qu'il y avait le feu* », a déclaré la procureure spécialisée en matière de droits humains. Une vidéo de 32 secondes issue d'images de vidéosurveillance – dont l'authenticité a été confirmée – montre le début de l'incendie dans la nuit de lundi à mardi. Derrière les barreaux, dans la fumée, un homme donne des coups de pied contre une porte fermée tandis qu'un autre semble déposer un matelas par terre. Au premier plan, trois agents se retirent en tournant le dos aux personnes enfermées derrière les barreaux, sans leur prêter assistance. Les responsables présumés – trois agents de l'Institut national de migration (INM) et cinq agents d'une entreprise de sécurité – « *sont déjà en train d'être entendus* » par le parquet, a repris la procureure. **Un migrant** vénézuélien a également

été « *signalé* » par d'autres migrants comme **le responsable de l'incendie** et arrêté, a-t-elle ajouté, sans autre précision. Les autorités ont confirmé que l'incendie avait été provoqué par des migrants pour protester contre leur possible expulsion. Le président mexicain a promis qu'il n'y aurait pas d'« *impunité* » en demandant que « *l'on punisse conformément à la loi ceux qui ont provoqué cette douloureuse tragédie* ».

Le président mexicain n'a pas hésité à s'en prendre aux autorités américaines, indirectement responsable de la situation d'après lui. Il faut financer des programmes sociaux dans les pays d'où proviennent la majeure partie de ces migrants pour réduire le flux migratoire. Les Américains veulent résoudre « *des problèmes sociaux avec le seul usage de la force et ils ne s'occupent pas des causes* », a détaillé le président mexicain. Il critique la politique américaine en la matière. Mais ses appels restent vains, comme il l'a expliqué, que ce soit avec l'ancien président Donald Trump ou avec Joe Biden, même s'il reconnaît que ce dernier, grâce à un programme de visas provisoires, a permis de réduire « *considérablement* » le flux migratoire. **Le Mexique a dépensé 100 millions de dollars pour des programmes sociaux en Amérique centrale**, selon le président mexicain, qui appelle à nouveau la Maison Blanche à faire de même.

<https://www.rfi.fr/am%C3%A9riques/20230401-trag%C3%A9die-de-ciudad-juarez-le-pr%C3%A9sident-mexicain-incite-les-%C3%A9tats-unis-%C3%A0-prendre-ses-responsabilit%C3%A9s>

<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20230329-incendie-%C3%A0-ciudad-juarez-la-mort-de-39-migrants-questionne-la-politique-migratoire-des-%C3%A9tats-unis>

<https://www.vaticannews.va/fr/pape/news/2023-03/pape-francois-appel-audience-generale-migrants-mexique.html>

<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20230330-mexique-une-enqu%C3%AAtte-ouverte-pour-homicide-apr%C3%A8s-la-mort-de-39-migrants-dans-un-incendie>

MEXIQUE

Le 4 avril 2023, une société de location signale la disparition de deux de ses véhicules, des deux chauffeurs qui les conduisaient et des 23 touristes qu'ils transportaient. Les véhicules sont localisés dans le nord de l'État de San Luis Potosi, dans le centre du pays. Là, les autorités retrouvent un groupe de 16 personnes qu'ils confondent d'abord avec les touristes disparus. Ce n'est que deux jours plus tard qu'ils découvrent **une centaine de personnes**, principalement d'origine Centro-Américaine, **séquestrées par un groupe criminel** qui opère dans la région. Quelques jours après un incendie dans un centre migratoire à Ciudad Juarez, qui a fait 40 morts et une trentaine de blessés, cette nouvelle découverte révèle les terribles dangers auxquels sont **confrontés les migrants** au Mexique. Selon les autorités, ceux-ci se dirigeaient vers le nord et l'État de Nuevo Leon, frontalier avec les États-Unis. Pays d'origine et de parfois de destination, le Mexique est aussi un lieu de passage pour de nombreux migrants qui poursuivent le rêve américain. Au nord, la frontière américaine est toujours fermée, et sous la pression des États-Unis, le Mexique renforce ses contrôles sur son territoire. L'année dernière, près de 450 000 personnes sans papiers ont été arrêtés par les autorités mexicaines. Les politiques migratoires toujours plus restrictives au nord et au sud obligent les migrants à emprunter des routes toujours plus dangereuses et clandestines. Vulnérables, ils sont alors à la merci des autorités, des gangs et des cartels. Victimes d'extorsion ou de trafic d'êtres humains, ils peuvent aussi se retrouver recrutés par les cartels. Selon l'Organisation internationale des migrations (OIM), plus de 1 300 personnes sont mortes ou ont disparu le long des chemins migratoires en 2022, un nombre record, mais largement sous-estimé.

<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20230408-mexique-un-vaste-r%C3%A9seau-de-traffic-de-migrants-d%C3%A9couvert-fortuitement>

TEMOIGNAGE

UNE SOIREE D'ERRANCE

La cour de l'école primaire est joyeuse et bruyante. Il est 18h30. Ce sont les derniers élèves qui quittent l'établissement. Ceux qui restent à l'étude le soir. Alors quand les parents arrivent, on s'embrasse rapidement, on soulage l'écolier du poids de son cartable et l'on se presse de rentrer à la maison. Dans la petite foule de cette cour d'école, certains élèves ont l'air plus fatigués que d'autres. Ibrahim, 9 ans, Abdullah, 7 ans, Maryam, 6 ans, et Bilal, 3 ans, sont scolarisés dans cet établissement qui comprend une maternelle et une école primaire. Mais, chaque soir depuis deux mois ils dorment à la rue avec leur frère aîné Mohamed, 11 ans, et leur mère Maryam.

Depuis fin novembre, à l'heure du bain et de la préparation du dîner, ils se mettent en route vers le parvis de l'Hôtel de ville de Paris. Là, avec d'autres familles, **ils attendent** que l'association Utopia **56 leur trouve une place d'hébergement pour la nuit**. Mais les bénévoles sont dépassés par le nombre de demandes et doivent héberger en priorité les personnes plus vulnérables, notamment les familles avec des enfants de moins d'un an, les femmes enceintes proches du terme, etc.

Maryam a quitté la Côte d'Ivoire en 2019 pour éviter que sa fille soit excisée alors que sa belle-famille la pressait de plus en plus de pratiquer cette mutilation sur la fillette. *"J'ai moi-même subi cela et ça me cause beaucoup de problèmes de santé. Je ne voulais pas que ma fille endure la même chose"*, explique la mère de famille. À son arrivée, elle a demandé l'asile en France mais sa requête a été rejetée par l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides) puis par la CNDA (Cour nationale du droit d'asile). *"Parce que je n'avais pas de preuves et que je ne m'exprimais pas assez bien"*, croit savoir la jeune femme, parka vert kaki sur le dos et bonnet marron sur les cheveux. Pendant l'examen de sa demande, Maryam était hébergée avec ses enfants à Chatillon-sur-Seine. Ses cinq enfants étaient scolarisés, de la petite section de maternelle à la 6e, dans cette ville du département de Côte d'or, dans l'est de la France. Mais, une fois déboutée, Maryam a voulu revenir à Paris où elle espérait trouver de l'aide. Rapidement, ses enfants ont pu être rescolarisés dans la capitale, sauf Mohamed, l'aîné, qui attend de savoir où il pourra poursuivre son année de 6e. Mais, la famille vie à la rue. Elle n'est pas considérée comme prioritaire aux yeux du 115, dont les services sont débordés d'appels de familles sans hébergement.

Ce soir-là, la mère de famille repart de l'école avec plusieurs gros sacs de dons que la directrice de la maternelle lui a remis. Il y a là des vêtements, quelques jouets et de quoi grignoter. Chaque enfant a son cartable sur le dos et presque tous prennent un sac à la main. Mohamed, l'aîné, tient Bilal par la main, direction le centre de Paris. Dans le métro bondé, le petit garçon, épuisé par sa journée, s'agite et réclame de s'asseoir. Abdullah et Maryam, qui ont pu trouver des strapontins libres, dévorent un paquet de chips donné par l'école. Dans la ligne 1, le métro se vide enfin. Les enfants et Maryam peuvent tous s'asseoir. En quelques secondes, les plus jeunes sombrent dans un sommeil profond. À bout de force, Abdullah laisse tomber sur le sol le paquet de bonbons au chocolat en forme de sucre d'orge qu'il tenait dans les mains depuis le début du trajet. Devant l'Hôtel de Ville, des bénévoles d'Utopia 56 enregistrent les familles qui ont besoin d'un hébergement. Il faut attendre plusieurs heures avant de savoir si une place est disponible ou non. *"C'est toujours un moment très dur, confie Maryam. Les enfants ont faim et froid. Ils tremblent, ils pleurent."* Certaines familles sont hébergées chez des particuliers, d'autres dans un hangar dans le nord de Paris. Malgré cela, tous les soirs, des familles restent sur le carreau. Malgré ses cinq enfants, Maryam a souvent passé la nuit dehors ces dernières semaines. *"Parfois, on va dans les gares, parfois dans le bus. L'autre soir, Bilal était malade donc je suis allée à l'hôpital et on a dormi là-bas"*. La famille a dû quitter l'hôpital à l'aube et s'est réfugiée dans le métro. *"Il nous restait deux heures à attendre avant d'aller à l'école"*, se souvient Maryam, les larmes aux yeux. Cet épisode reste dans son esprit comme l'un des pires

souvenirs de sa vie à la rue. "*Un homme nous tournait autour et me posait des questions étranges. J'ai eu très peur qu'il nous agresse.*" Après quelques heures de sommeil à peine, sur les chaises de la salle d'attente de l'hôpital Necker, puis du métro, les enfants sont allés à l'école. Le ventre vide, comme la plupart du temps. Malgré toutes ces difficultés, Maryam se dit "*soulagée*" que ses enfants aillent à l'école. "*Comme ça, je suis sûre qu'ils mangeront le midi.*" Après les avoir déposés, elle et son fils aîné, prennent la direction du centre d'accueil de jour pour les familles d'Emmaüs solidarité, dans le 15^e arrondissement de Paris. Là, ils peuvent laver leur linge, prendre un petit-déjeuner et se reposer un peu. Dans cet espace chaleureux aux murs jaunes couverts de photos, de plus en plus de familles étrangères, bien souvent en situation irrégulière, viennent chercher un peu de confort après une nuit à la rue ou en hôtel. En 2022, le centre a accueilli 9 785 familles.

"Beaucoup de personnes viennent à Paris après avoir été déboutées de l'asile en province. On leur dit sans cesse qu'elles auraient plus de chances d'être hébergées dans la ville où elles se trouvaient mais le message a du mal à passer", reconnaît la cheffe de service au centre Emmaüs solidarité. Ce soir-là, à l'Hôtel de Ville, Maryam et ses enfants n'ont pas pu être hébergés par Utopia 56. La famille s'est installée sur les espaces en ciment qui longe le parvis. Les enfants se sont serrés les uns contre les autres sous une grande couverture jaune, pour tenter de se tenir chaud. Dans sa tête, Maryam se préparait à passer une nouvelle nuit à la rue. Mais vers deux heures du matin, des bénévoles en chasubles bleues de la "*nuit de la solidarité*" sont passés par là. Peu après, la famille de Maryam et d'autres ont été hébergées dans un gymnase du 12^e arrondissement. Ils ont pu y recevoir un dîner et dormir quelques heures. Le lendemain, en sortant de l'école, à l'heure du bain et de la préparation du dîner, la petite famille a repris le métro, direction gare de Lyon cette fois-ci, pour une nouvelle nuit au gymnase. "*Est-ce qu'on peut dormir ?*", a demandé Bilal en approchant du bâtiment.